



Les attentats de l'année 2015 vus sous
l'angle de la transformation de conflit

Modus Operandi,

46, rue d'Alembert,
38 000 **Grenoble**

www.modop.org

www.irenees.net



Face à la violence des événements du 13 novembre 2015, et pour tenter de rassurer la population, le choix de nos dirigeants a été celui du tout sécuritaire, notamment par une (omni)présence des forces de l'ordre sur le terrain, et des frappes militaires en Syrie.

Cette obsession sécuritaire semble avoir dans le même temps pris le pas sur la volonté de s'interroger sur ce qui avait bien pu amener des terroristes à frapper Paris en plein cœur, pour la deuxième fois en moins d'un an. Vouloir comprendre pourquoi, paraît parfois même inacceptable, au point que le Premier ministre Manuel Valls dise qu'il en a « *assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses et des explications culturelles ou sociologiques à ce qu'il s'est passé.* »⁽¹⁾

La gravité de la situation ne pouvant supporter de paresse intellectuelle, nous ne pouvons faire l'économie de sa compréhension. Tenter de comprendre n'est pas « excuser » mais bien chercher le faisceau de causes et d'événements ayant mené certaines personnes au basculement dans une violence inouïe. S'il convient de nuancer la question de la causalité pour ne pas s'inscrire dans une seule lecture linéaire de causes à effets, d'ailleurs déconstruite notamment par Foucault⁽²⁾, il reste essentiel de saisir le contexte (géo)politique, économique, historique, social et environnemental d'un tel événement. Car même les actes de violence extrême (génocide, terrorisme, crimes de masse...) ont des causes, aussi lointaines, profondes, complexes et inacceptables qu'elles soient ! Loin de céder à la tentation d'appréhender les attentats terroristes qui touchent la France, sous l'angle de la moralité ou de la normativité, nous proposons au contraire de les penser dans leur entité afin d'apporter des éléments de compréhension de la société française.

Il semblerait qu'actuellement, seules les questions de sécurité soient entendables, délaissant notre « État de droit » et notre philosophie politique établie sur un contrat qui transfère les pouvoirs au souverain entraînant la peur réciproque et la guerre contre tous. Contrat par ailleurs inspiré du modèle de Thomas Hobbes où « *l'État est ce qui vient justement mettre fin à la peur. [Or] Dans l'État de sécurité, ce schéma se renverse : l'État se fonde durablement sur la peur et doit, à tout prix, l'entretenir, car il tire d'elle sa fonction essentielle et sa légitimité.* »⁽³⁾. En soulignant à plusieurs reprises que « *pour ces ennemis qui s'en prennent à leurs compatriotes, qui déchirent ce contrat qui nous unit, il ne peut y avoir aucune explication qui vaille : car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser* »⁽⁴⁾, Manuel Valls n'entre-tient-il pas la peur et l'ignorance pour se légitimer ? C'est dans ce cadre de terreur et d'incertitude, entraînant une progressive dépolitisation du citoyen, que l'État de sécurité fait le contraire « *de ce qu'il promet, puisque — si sécurité veut dire absence de souci (sine cura) — il entretient, en revanche, la peur et la terreur.* »⁽⁵⁾

Les deux clés de lecture à travers lesquelles nous avons décrypté le monde ce dernier siècle, le socialisme et le capitalisme, ont tous deux perdu leur pouvoir d'attraction : le premier depuis l'effondrement de l'Union soviétique et le second depuis la crise économique de 2008. La lutte des classes donnait un cadre pour penser sa condition de vie si on était pauvre, si on se trouvait dans des quartiers défavorisés. Elle donnait une voie pour l'action collective. Avec la désindustrialisation, le mouvement ouvrier s'est affaibli et avec lui l'espoir d'un monde meilleur pour celui qui se trouvait au bas de la pyramide du pouvoir. La dernière crise économique a montré à quel point, le capitalisme échoue à élever le niveau de vie de la population mondiale (seul 10% de la population possède 86% des richesses mondiales⁽⁶⁾), en même temps qu'il produit de la violence et de l'injustice. Il est donc urgent de mettre à jour nos clés de lecture.

(1) « *Culture de l'excuse* » : Les sociologues répondent à Valls. », *Libération*, 12 janvier 2016.

(2) Fiche publiée sur le site ressources de Modus Operandi
http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1035_fr.html

(3) « *De l'État de droit à l'État de sécurité* », Giorgio AGAMBEN, *Le Monde*, publié le 23.12.15.

(4) « *Manuel Valls à l'Hyper Cacher pour un hommage aux victimes des attentats de janvier.* », *20 Minutes*, 12/01/2016.

(5) Giorgio AGAMBEN, *op.cit.*

(6) Voir fiche de document sur le site ressources de Modus Operandi
http://www.irenees.net/bdf_fiche-documentation-698_fr.html

SOMMAIRE

ANALYSES

■ Avec le début de la guerre, c'est la fin du conflit page 7

Par Karine Gatelier

Relativiser l'utilisation systématique du mot « guerre » qui tend à créer des oppositions binaires et à favoriser l'instrumentalisation des dangers pour des intérêts politiques. La guerre a tendance à évincer le conflit.

■ Comment comprendre les attentats de l'année 2015 en France dans la dynamique générale du terrorisme aujourd'hui ? page 11

Par Arnaud Blin et Nathalie Cooren

Étudier les grandes évolutions du terrorisme pour mieux comprendre Daech, son fonctionnement et son pouvoir d'attraction.

■ Quel pouvoir attractif de l'Islam rigoriste ? page 17

Par Claske Dijkema

L'idéologie dans laquelle puise Daech mobilise bien au-delà des groupes violents ; elle offre des perspectives d'avenir et parvient à convaincre là où la société a échoué.

■ Le rap français : un vecteur de transformation de conflit ? page 25

Par Maureen Clappe

Des paroles pour dire le conflit, le rap français.

■ Quand les mots nous possèdent, nous obsèdent et tentent d'expliquer un phénomène page 29

Par Herrick Mouafo Djontu

Se méfier des mots qui essentialisent, qui construisent des murs entre « eux » et « nous ».

■ Nouveaux conflits violents, nouvelles logiques page 33

Par Cyril Musila

Des conflits d'une nature nouvelle, à comprendre et analyser dans le contexte de la mondialisation qui impose d'appréhender conjointement les défis d'ici et d'ailleurs.

RESSOURCES page 35

Une sélection de personnalités, d'ouvrages, d'articles, d'émissions... pour tenter de décrypter les attaques terroristes de l'année 2015.

Karine Gatelier

Avec le début de la guerre, c'est la fin du conflit

La France est en guerre. Face à l'escalade dans la violence du terrorisme qui la frappe, la République répond par une escalade sécuritaire

« La France est en guerre »

L'état d'urgence a été décrété quelques heures après les tueries qui ont ensanglanté l'agglomération parisienne, alors que les opérations de police n'étaient pas terminées, et acté lors d'un conseil des Ministres exceptionnel réuni dans la nuit du 13 au 14 novembre. Il prend effet à 0 h 00 le samedi 14 novembre, sur tout le territoire français. Son prolongement pour trois mois, uniquement possible dans le cadre de la loi, a été effectif après la présentation du projet de loi en Conseil des Ministres le mercredi 18 au matin, au Conseil d'État et en Commission des lois de l'Assemblée nationale l'après-midi même et au Sénat le lendemain. Il y fut adopté à une écrasante majorité.

Parallèlement au renforcement des instruments juridiques, les contrôles aux frontières ont été rétablis et le dispositif militaire a été étoffé : le déploiement de 10.000 soldats de l'opération *Sentinelle*⁽¹⁾, relevée au niveau le plus élevé, vient s'ajouter au plan *Vigipirate*, complétant ainsi le contrat *Protection* de l'armée de terre. Pour la première fois depuis la guerre froide, l'effectif militaire affecté à l'intérieur est égal à celui affecté à l'extérieur du territoire.

Enfin, et avant même la fin du week-end meurtrier, les frappes aériennes françaises ciblent Rakka, en Syrie. Le président l'avait annoncé, nous allons « répondre de façon impitoyable »⁽²⁾.

Et dans les jours qui suivent, les assignations à résidence ainsi que les perquisitions, de nuit notamment, se multiplient, donnant aussi lieu à des abus et des débordements dont certains ont pu être documentés et dénoncés⁽³⁾. Les déclarations sont également nombreuses sur l'expulsion d'imams radicalisés : « ceux qui doivent être expulsés parce qu'ils prêchent la haine en France »⁽⁴⁾, la déchéance de la nationalité française, pour « ceux qui bafouent ce qu'est l'âme française »⁽⁵⁾ et la « dissolution des mosquées dans lesquelles des acteurs appellent ou profèrent la haine ».

À cela, s'ajoutent les discours. « *La France est en guerre* » sont les premiers mots du président devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles le 16 novembre et ils avaient été déjà lâchés dès le lendemain des attentats. L'entourage



du Président pouvait ainsi confier aux journalistes au matin du samedi 14 novembre, lors de la concertation avant la seconde allocution télévisée du président : « *La France est en guerre, donc il faut tenir un discours de guerre* »⁽⁶⁾. Depuis le 13 novembre, la posture du Président de guerre s'intensifie, il « *n'avait jamais porté le vocabulaire guerrier à ces hauteurs* »⁽⁷⁾.

Il ne faut pourtant pas voir de réelle rupture dans l'enchaînement de ces décisions politiques mais plutôt les effets de déclarations, dont le retentissement est accentué par les récents événements alors que ces décisions étaient en gestation. En effet, depuis les attaques des 7 et 9 janvier, d'autres opérations terroristes, déjouées ou accomplies, rendues publiques ou maintenues dans le secret, ont émaillé les mois suivants. Et nombre de mesures sécuritaires avaient déjà été décidées : les attaques aériennes en Syrie datent de septembre 2015 ; la réactivation et la hausse du niveau des opérations *Vigipirate* et *Sentinelle* sont intervenues à plusieurs reprises au cours de l'année.

Peut-on considérer légitimement la France en guerre ? Ce terme doit-il, encore en 2015, être compris comme un affrontement armé entre États ? Ce qui n'est pas le cas ici. L'État français commet des actes guerriers sur le sol syrien depuis septembre 2015, et avant cela en territoire irakien, sous la forme de frappes aériennes. La société française n'en avait qu'une faible conscience et vivait dans le luxe de pouvoir l'ignorer puisque cette guerre était menée loin de son territoire par une armée de professionnels. L'illusion de cette société en paix est tombée, avec plus de clarté encore, au soir du 13 novembre.

La démocratie française sur le chemin de la guerre : la tentation totalitaire

Les temps de guerre sont singuliers au moins à deux égards : ils se fondent sur la désignation d'un ennemi et se nourrissent d'unanimisme.

Les étapes de la décision politique énoncées plus haut, pour construire la réponse sécuritaire dans une mesure rarement égalée dans l'histoire de la République, illustrent la quasi-unanimité dans laquelle elles se sont déroulées : dès le 17 novembre, le Premier Ministre appelle à « *l'union sacrée* »⁽⁸⁾. Et, pour un temps en effet, l'opposition politique s'est autocensurée pour accepter son devoir d'unité. Les votes pour le prolongement de l'état d'urgence au Parlement le montrent bien. Pour un temps seulement, car tant l'opposition politique que la société dans sa diversité exprime ses critiques sur ce qui est perçu comme des mesures excessives (prolongement de l'état d'urgence) et dénonciation du « *tout sécuritaire* »⁽⁹⁾.

L'ennemi, quant à lui, est désigné : Daech (après quelques errements de la diplomatie française qui refusait de hiérarchiser dans la lutte en Syrie entre Daech et le régime de Bachar Al-Assad dont elle réclame le départ). Et on cède à la tentation totalitaire, en particulier quand on qualifie les combattants qui le composent de barbares.

Parce que la notion d'ennemi est consubstantielle aux conceptions totalitaires de l'Histoire, dans quelles conditions une démocratie peut-elle déclarer combattre des ennemis sans verser dans le totalitarisme ? Tant dans les situations de guerre que comme argument électoraliste fondé sur une politique de la peur, le recours à la désignation d'un ennemi flirte avec les marges de la démocratie : les temps de guerre sont des temps où l'espace politique de la confrontation des idées se réduit à la faveur d'une union sacrée à laquelle nous pressent la perception d'une menace et un sentiment d'urgence ; la désignation de certains groupes de la société comme des ennemis — et le recours à ce procédé concerne des niveaux de menace de différente nature et de degrés variés, les migrants, par exemple, comme les menaces au système social hier et à la sécurité aujourd'hui — nourrissent une politique de la peur qui ne convoque pas au pouvoir les idées les plus démocratiques.

Tsvetan Todorov nous aide en suggérant que « *pour maintenir l'usage de la notion d'ennemi en régime démocratique, il conviendrait cependant d'en infléchir le sens* »⁽¹⁰⁾. « *Si l'on renonçait à faire de l'ennemi une substance à part, on pourrait y voir plutôt un attribut, un état ponctuel et passager, qui se retrouve en tout un chacun. Plutôt que d'éliminer les ennemis, on se donnera comme tâche*

d'empêcher les actes hostiles ». Todorov, avec cette proposition, déconstruit un nouvel essentialisme et nous situe d'emblée dans une perspective transformatrice, et non plus destructrice propre à la guerre : transformer cet Autre hostile, voire violent, au lieu de l'éliminer. Rappelons que les efforts de la diplomatie française depuis le 13 novembre visent à convaincre de « *la nécessité de détruire Daech* »⁽¹¹⁾, et le président n'a pas ménagé ses efforts auprès du président des États-Unis, de l'ONU et des dirigeants de l'Union européenne. Nous sommes bien dans la logique de la maxime de Lénine, « *exterminer sans merci les ennemis de la liberté* ». Une perspective transformatrice, au contraire, consisterait à comprendre l'ennemi, l'acte violent, en déportant le regard et l'analyse de son côté, pour en saisir la logique propre. Cette compréhension est indispensable pour penser les modes d'action à mettre en œuvre contre la violence.

Par la suite, et une fois la violence combattue, la société poursuit son existence. La question de son nouveau mode de fonctionnement se pose alors : que vont devenir les ennemis d'hier ? Un autre des principes d'un travail sur les conflits établit que sortir d'un conflit, c'est « faire avec », avec l'Autre, avec l'ennemi d'hier. Tout ennemi qu'il fut, et qu'il reste bien souvent dans les esprits, doit trouver une place dans la société qui sort du conflit, une place sans l'injustice et l'humiliation qui nourriraient un nouveau conflit. Ce principe s'appuie sur l'épreuve des faits : aucune guerre n'est parvenue à faire disparaître l'intégralité de ses ennemis et si les vainqueurs poursuivent la logique destructrice généralement en dominant les vaincus, en les réduisant, en les aliénant, ils transforment ainsi la violence directe de la guerre, en violence structurelle de l'inégalité.

La proposition de déchéance de la nationalité n'est-elle pas une métaphore de la destruction de l'ennemi ? Symboliquement, sans doute, parce qu'elle ne résiste pas à l'épreuve de la pratique : tant que les terroristes qui nous menacent s'inscrivent dans une logique de martyr et un mode opératoire du suicide, cette sanction se révèle d'une faible utilité. Et prendre une mesure qui concerne les situations de double nationalité n'est-ce pas une façon de nier que les personnes auxquelles elle s'applique ont grandi en France, et de faire peser la responsabilité de l'acte sur le caractère étranger ? Le code civil⁽¹²⁾, et le président l'a rappelé, prévoit de ne pas déchoir de la nationalité si cela a pour résultat de rendre la personne apatride. « *Je dis bien même s'il est né Français, dès lors qu'il bénéficie d'une autre nationalité* », a-t-il insisté⁽¹³⁾.

Depuis le 13 novembre, la France est gouvernée à coups de certitude. Nous voudrions proposer au contraire de se

situer dans une perspective de transformation de la société parce qu'elle est traversée de conflits qui réclament d'être compris. Pour cela, le besoin premier est de confronter les représentations, les opinions et les idées des Français.

Le besoin d'exprimer la contradiction et le désaccord, à l'opposé d'une « union sacrée » par temps de guerre

Une séquence s'est ouverte en janvier 2015, avec les tueries à la rédaction de Charlie Hebdo puis dans une épicerie juive. Des dissonances se sont fait entendre, accompagnées de désaccords et d'expressions du malaise, sur fond d'unité nationale célébrée le 11 janvier avec une marche citoyenne qui réunissait quelques 4 millions de personnes. Des temps collectifs de recueillement non respectés, sans doute des épiphénomènes amplifiés par les effets de la médiatisation, l'universalisme des valeurs républicaines bousculé pour dénoncer leur instrumentalisation au profit d'un discours xénophobe (Jacques Rancière) sont venus troubler ce qui était présenté comme un bel unanimité.

Les actes terroristes de l'année 2015 ouvrent une boîte de Pandore. Ils questionnent en profondeur de multiples domaines de l'action politique française : sa politique étrangère, son interventionnisme, la doctrine de son armée ; l'avenir de sa jeunesse qui se heurte à un chômage de masse ; celui de territoires défavorisés, de leurs populations qui expriment le sentiment d'être délaissées et discriminées ; la relation aux populations issues de l'immigration, aux étrangers, à l'immigration...

Le doute est une posture que nous cultivons et le chemin de la transformation passe par un certains nombres de questions :

- *Pourquoi des jeunes français en viennent à tuer de sang froid d'autres Français, dans une France libre que l'on perçoit en paix depuis une soixantaine d'années ?*
- *Pourquoi des jeunes français rejoignent les rangs d'une organisation terroriste ? Que recherchent-ils auprès d'elle ? Un cadre d'autorité ? Un idéal ? Une justification à leur violence ?*
- *En quoi Daech constitue une offre que la France ne peut pas proposer ?*

En désignant avec précision, dans toute sa complexité, la nature du conflit qui anime la société française, un chemin significatif aura été parcouru vers une sortie politique. Sans doute cette définition de la nature du conflit doit être faite de manière concertée avec tous les niveaux de la société qui se sentent concernés.

Ces questions, fondamentales pour comprendre pourquoi la France est sous le coup de menaces aussi graves, pour trouver des réponses, ont besoin d'un climat de confiance qui permette l'échange bienveillant et apaisé de nos idées. La guerre dans laquelle se lance la France ne le permet pas. Les tueries du 13 novembre polarise le conflit au point d'en dissimuler des complexités apparues au lendemain des assassinats des 7 et 9 janvier. La guerre aujourd'hui déclarée rend impossible l'émergence et l'expression du conflit. Pourtant il y a urgence à ouvrir les espaces qui permettront son expression, pour l'analyser, le comprendre et entreprendre d'agir dessus.

(1) *Opération de l'armée française décidée suite aux attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015 et entrée en action le 12, Sentinelle consiste à déployer des militaires autour des lieux identifiés comme sensibles comme les écoles, les lieux de culte, les représentations diplomatiques et les organes de presse.*

(2) *Communiqué de l'Élysée, Le Monde, daté du 17 novembre 2015*

(3) *Outre les articles de presse qui ont dénoncé les cas de perquisitions et d'assignations à résidence perçues comme abusives, le quotidien Le Monde a contribué à la création d'un observatoire « Vu de l'intérieur. Observatoire de l'état d'urgence », <http://delinquance.blog.lemonde.fr/2015/11/23/observons-letat-durgence/>*

(4) *Ministre de l'Intérieur, Le Monde, 17 novembre 2015*

(5) *Ibid.*

(6) *Le Monde, 17 novembre 2015*

(7) *Le Monde, 18 novembre 2015*

(8) *Le Monde, 17 novembre 2015*

(9) *Rapport confidentiel défense du SGDN, 2013,*

voir <https://www.mediapart.fr/journal/france/110116/terrorisme-un-rapport-confidentiel-defense-condamnait-en-2013-le-tout-securitaire>

(10) *Tzvetan Todorov, « Ne dé-shumanisons pas l'ennemi », Le Monde, 12 décembre 2015*

(11) *Le Monde, 17 novembre 2015*

(12) *Article 25 du code civil 2015*

(13) *Le Monde, 17 novembre 2015*

Comment comprendre les attentats de l'année 2015 en France dans la dynamique générale du terrorisme aujourd'hui ?

*Un acte terroriste est un **acte politique** dont le but est de déstabiliser un gouvernement ou un appareil politique, où les **effets psychologiques** recherchés sont inversement proportionnels aux **moyens physiques** employés et dont la **cible principale**, mais non exclusive, est la population civile⁽¹⁾.*

Les attentats de janvier 2015 contre Charlie Hebdo puis contre un supermarché Hyper Cacher ont fait 17 morts. Ces actes terroristes sont alors les plus meurtriers depuis 1961 en France⁽²⁾ (l'attentat à la station Saint-Michel en 1995, par exemple, avait fait 8 morts). Quelques mois plus tard, au terme d'une virée meurtrière dans Paris prenant pour cible des lieux de rassemblements populaires (cafés, restaurants, salle de concert, stade de foot...) à nouveau, le terrorisme frappe les Français, faisant cette fois 132 morts et plus de 350 blessés. Un chiffre qui laisse perplexe quand on sait que depuis 1972, 174 attentats ont tué en France 241 personnes⁽³⁾.

Si le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau, loin s'en faut, les attentats de l'année 2015 nous poussent à l'analyse du terrorisme dans sa forme actuelle pour mieux comprendre la nature de la menace à laquelle nous sommes confrontés.

Face à la multitude d'informations qui circulent, le risque, comme toujours, serait de céder au piège d'une « pensée paresseuse », pour reprendre l'expression de Boris Cyrulnik⁽⁴⁾, simplificatrice et binaire. Or, l'urgence de la situation ne saurait faire l'économie de sa pleine compréhension : nous sommes devant une réalité complexe que nous devons appréhender comme telle.

Évolution du terrorisme : des différences sur fond de continuité

Bien que les médias et certains experts propagent l'idée selon laquelle le terrorisme pratiqué par Daech est d'un genre nouveau, il convient de remettre les choses en perspective. Certes, chaque mouvement terroriste, chaque vague de terrorisme est particulière. Les anarchistes poseurs de bombes du 19^e siècle avaient des objectifs très différents des mouvements de libération nationale pratiquant la « guérilla urbaine. » Les djihadistes d'aujourd'hui sont animés d'une idéologie qui a peu en commun avec celle qui motivait les groupuscules d'extrême gauche des années soixante. Les stratégies de Daech et d'Al-Qaeda divergent de manière importante. Mais, malgré toutes les différences qu'on peut observer entre les uns et les autres, l'essence du terrorisme reste la même et, phénomène plus surprenant, ses techniques et ses modes opératoires sont quasiment inchangés depuis plus d'un siècle et demi, lorsque les anarchistes

et les nihilistes avaient découvert dans les années 1860 tout le potentiel offert par l'invention de la dynamite et les progrès réalisés en matière d'armements.

Depuis l'Antiquité, avec les Sicarii (ou Zélotes, en Palestine), depuis le Moyen Âge, avec les Assassins (ou Hashashins, qui sévirent en Iran et en Syrie), les mouvements qui choisissent l'arme du terrorisme le font dans le même but : miner la société et l'autorité gouvernementale en terrorisant les populations par le truchement d'une théâtralisation de la violence. Qu'entend-on par cette expression ? L'action terroriste tente de provoquer un choc émotionnel par une mise en scène publique de la violence. De cette façon, l'attentat tente de projeter une image amplifiée de l'événement. Il ne s'agit pas, comme dans un conflit armé classique, d'infliger des pertes physiques à l'adversaire de manière à ce qu'il n'ait plus la force de résister. Au contraire, la puissance physique est quasiment absente de l'équation. L'objectif recherché est l'affaiblissement ou l'affaîsissement psychologique de l'adversaire désigné. Dans cette optique, le nombre de victimes n'a qu'une importance relative. Ce qui compte, c'est la manière dont l'attentat a eu lieu, où il a eu lieu, l'horreur qu'il provoque, l'image qu'il va laisser dans les esprits. En ce sens, la décapitation filmée d'un individu a un impact infiniment plus grand que n'aurait, par exemple, un attentat qui ferait plus de victimes dans un lieu dénué de charge symbolique. Un attentat, même sans victimes, sur un lieu bénéficiant d'une dimension symbolique ou affective élevée peut également provoquer un choc immense alors même que ce lieu est stratégiquement insignifiant. Le propre de l'attentat terroriste est donc foncièrement attaché à son empreinte visuelle. D'évidence, les moyens de communications modernes amplifient davantage encore l'impact visuel de l'attentat mais l'on voit malgré tout que les couvertures dessinées à la main du *Petit Journal* frappaient peut-être autant les esprits au 19^e siècle que ne le firent depuis la photographie, la télévision, l'Internet et les smartphones qui relaient aujourd'hui les images de manière instantanée, et sur l'ensemble de la planète. Désormais, cette théâtralisation de la violence par la terreur s'effectue sur une scène globale.

Ces mouvements qui choisissent l'arme du terrorisme sont généralement fortement idéologisés — par la religion ou les idéologies laïques — et leur objectif est de renverser le *statu quo* à leur profit. Souvent, l'idée de purification de la société et sa régénérescence font partie des idéaux



Sources : Frédéric Legrand - COMEO / Shutterstock.com

Paris, France - November 14, 2015 : People in front of the Bar Hotel Le Carillon street Alliber in tribute to victims of the Nov. 13, 2015 terrorist attack in Paris at the Bataclan.

alors que l'acte terroriste est perçu comme de la « propagande par le fait (ou par l'action) ». Suivant les moyens disponibles, ces mouvements pratiquent, s'ils le peuvent, une combinaison de guerre classique, de guérilla, et de terrorisme (le cas de Daech), pour d'autres, une combinaison de guérilla et de terrorisme (appelé dans ce cas guérilla urbaine) ou, pour les mouvements les plus faibles, uniquement le terrorisme.

Dans la mesure où le terrorisme est une mise en scène de la violence qui fonctionne à partir des symboles, les lieux chargés de symboles sont privilégiés. C'est le cas de Paris notamment, qui dès le 19^e siècle (1^{er} attentat contre Bonaparte en 1800), fut à diverses époques une cible privilégiée ; les attentats commis par les Ravachol, Émile Henry et autre Auguste Vaillant à la fin du 19^e siècle n'étaient pas sans rappeler les attentats du 13 novembre 2015. À l'époque, déjà, on ciblait les cafés, à l'instar du Terminus de la Gare St Lazare où Émile Henry avait balancé une bombe sur la foule le 12 février 1894. La vague de terrorisme des années 1970, avec le groupuscule Action Directe, fut une autre période de grande tension. Du reste, les attentats du 13 novembre firent en quelques minutes un nombre de victimes correspondant à plus de 50% de toutes les victimes d'attentats à Paris entre 1800 et le 12 novembre 2015 (environ 235 tués pour cette période de plus de 200 ans).

Si les mouvements qui pratiquent la terreur sont généralement éradiqués ou contenus en l'espace de quelques années, il est impossible de se prémunir contre une nouvelle vague. Pour les terroristes, la meilleure arme est la surprise. Pour les autorités publiques, c'est l'identification des réseaux.

C'est pourquoi ceux qui utilisent l'arme du terrorisme connaissent des succès initiaux qu'ils ne peuvent rarement rééditer sur la durée, à moins d'avoir un soutien important de la population. Et c'est cette incapacité initiale à répondre à des attentats de groupes émergents qui nous poussent en tant que société à chercher les causes profondes du « malaise » qui incitent certains individus à commettre ces actes de barbarie. Malheureusement, les raisons qui peuvent pousser un individu ou groupe d'individus à de tels actes sont extrêmement diverses et soigner la « maladie » semble bien plus complexe que de s'attaquer aux « symptômes ». Aujourd'hui, le terrorisme est presque exclusivement le fait de groupes djihadistes. Si ces groupes ne diffèrent pas radicalement dans leur essence aux mouvements qu'on a pu observer par le passé, un phénomène cependant se dégage qui tient à l'ampleur qu'ont pris ces groupes et, plus grave peut-être, à leur fragmentation. De fait, il n'est plus possible, désormais, d'espérer éradiquer la menace en annihilant un mouvement ou un groupuscule. Le terrorisme est aujourd'hui une hydre à plusieurs têtes et c'est peut-être là que réside son inquiétante particularité.

L'État Islamique, un groupe terroriste aussi puissant qu'un État ?

Aux origines de Daech

L'État Islamique d'Irak, rebaptisé en 2013, État Islamique en Irak et au Levant — dont Daech est l'acronyme — a vu le jour en 2006⁽⁵⁾ sous l'occupation américaine. Une guerre confessionnelle avait alors lieu entre les musulmans s'identifiant comme sunnites (majoritaires mais marginalisés politiquement et économiquement) et ceux s'identifiant comme chiites (minoritaires mais représentés au gouver-

nement, et protégés par la police et des milices paramilitaires). Les combattants de l'EI ont exploité ces divisions en défendant la cause des sunnites insurgés contre l'occupation américaine et le gouvernement chiite de Bagdad. Durant cette période, une grande partie des représentants actuels de l'EI ont séjourné dans les geôles américaines. Certaines, parmi lesquelles le camp Bucca au sud de l'Irak, sont considérées comme de véritables « Académies du Djihad ». En effet, « 17 des 25 leaders les plus importants de l'État islamique ont été enfermés dans des prisons américaines entre 2004 et 2011⁽⁶⁾ ». Abou-Bakr Al Baghdadi, à la tête de Daech depuis 2010⁽⁷⁾, en fait partie.

Stratégie offensive et territorialisation

Lorsque les Américains quittent Bagdad en 2011, le champ est laissé libre aux djihadistes de l'EI.

Leur stratégie repose alors sur « la restitution du pouvoir local, dans chacune des villes conquises, à des acteurs locaux : chefs de tribus, de clans, de quartiers, notables, autorités religieuses sunnites et ex-militaires de l'armée de Saddam Hussein⁽⁸⁾. » Ils gagnent ainsi la confiance des populations sunnites auxquelles ils garantissent par ailleurs une relative sécurité, l'accès à certains services et l'approvisionnement des marchés, etc. En quelque sorte, Daech vient combler un vide, pallier les défaillances du gouvernement irakien à leur égard. En contrepartie une allégeance exclusive doit être portée à l'organisation et ses mœurs. Aucun écart n'est toléré et Daech construit également sa réputation sur son intransigeance et sa cruauté.

La guerre civile éclate en Syrie en 2011. Daech envoie des hommes combattre le régime de Bachar el-Assad, dès 2012, avec l'objectif non pas de contribuer à la victoire de la révolution mais « de s'imposer au sein des multiples bandes rivales⁽⁹⁾ » formant l'opposition, et d'amener à une stricte application de la charia sur les territoires conquis.

Moins de deux ans plus tard, Daech implante son quartier général à Raqqa et investit la Syrie toujours avec cette même stratégie double : d'un côté, promesse d'une vie meilleure à ceux qui lui prêtent allégeance (offres d'emplois rémunérés, protection, services, etc.), d'un autre, extermination des opposants (dans une mise en scène macabre, destinée à intimider et asseoir son autorité). Notons que nombreuses sont les populations ayant été châtiées voire exécutées parce qu'elles ne se conformaient pas aux règles de Daech, ou pour avoir voulu quitter l'organisation.

Après Falloujah en janvier 2014, Daech parvient, au mois de juin, à faire tomber Mossoul, la deuxième ville d'Irak, et proclame le califat sur « un territoire grand comme la moitié de la France à cheval sur la Syrie et l'Irak⁽¹⁰⁾ ». Cette territorialisation de Daech le distingue des autres organisations (y compris Al-Qaeda) ; elle répond à la volonté de construire un État et d'apparaître comme une alternative

crédible aux gouvernements de la région. En effet, cette entité politique en construction dispose d'une administration : à sa tête, le calife auto-proclamé Abou Bakhr Al-Baghdadi, aux côtés duquel se trouvent deux députés, un cabinet qui réunit les plus proches conseillers de Baghdadi, un groupe de conseillers religieux, des gouverneurs pour chaque « province » de l'EI⁽¹¹⁾ et des leaders locaux.

Des moyens économiques colossaux

Avec la prise de Mossoul, Daech, s'empare de l'arsenal militaire légué par les Américains à l'armée irakienne (estimé à 3 milliards de dollars), et pille la banque centrale en repartant avec plusieurs centaines de millions d'euros en liquide.

Mais d'autres sources de revenus font de Daech une entité autonome financièrement :

- Le pétrole d'abord. « On estime que les djihadistes contrôlent une vingtaine de puits, soit 10% de la production irakienne et 60% de la production syrienne. Le chiffre d'affaire est évalué entre 500 000 et 1 millions d'Euros par jour⁽¹²⁾ ». Ils alimentent ensuite de vastes réseaux de contrebande, en Irak, en Syrie, en Turquie, au Kurdistan, etc.
- Les récoltes de céréales et de coton ensuite. Daech contrôle d'immenses champs agricoles en Irak et en Syrie dont il revend la production à bas prix.
- Le pillage de sites archéologiques et de musées en Syrie et en Irak, vient gonfler son budget.
- Le trafic d'êtres humains. L'EI procède à de nombreux kidnappings et réclame des rançons pour leur libération. Il vend aussi des populations qu'il réduit en esclavage (notamment des femmes).
- Les divers taxes et impôts, mis en place par Daech sur tout ce qui transite par les territoires qu'il contrôle.

L'on comprend donc qu'aujourd'hui, en plus d'individus prêts à combattre et d'un arsenal militaire sophistiqué, l'EI détient des moyens financiers colossaux. Jean-Charles Brisard, expert en financement du terrorisme et président du CAT (Centre d'Analyse du Terrorisme), affirme que « si l'EI était sur le marché, il vaudrait 2000 milliards de dollars⁽¹³⁾ ».

Le « rayonnement » de Daech à l'étranger Haute maîtrise de la communication et « théâtralisation de l'horreur »

Avec Daech s'ouvre une nouvelle ère de communication terroriste : une propagande à l'image de cette génération de terroristes 2.0 qui maîtrise parfaitement les outils de communication actuels. Des vidéos calquées sur les films de guerre occidentaux. Bandes son et effets spéciaux hollywoodiens sont utilisés pour mettre en scène la barbarie de ses actes. « Cette théâtralisation de l'horreur, explique Gérard Chaliand, tout en faisant un nombre de victimes limité, produit un

impact profondément déstabilisateur auprès des populations occidentales habituées à la sécurité et facilement terrorisées, ce qui permet dans le même temps à l'organisation de pallier sa relative faiblesse numérique⁽¹⁴⁾».

Les candidats au djihad : qui sont-ils et pourquoi se radicalisent-ils ?

Les djihadistes étrangers qui viennent rejoindre les rangs de l'EI sont plusieurs milliers : les services américains parlent de plus de 30 000 hommes partis en Syrie et en Irak depuis 2011⁽¹⁵⁾.

Au total, 110 pays fournissent des combattants à l'EI. D'après les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur en juillet 2015, 1880 personnes françaises ou résidant en France seraient enrôlées dans les filières djihadistes, 491 seraient toujours sur place et 133 auraient trouvé la mort (de plus en plus au travers d'actions meurtrières, sous forme d'attentats suicides). Ces chiffres sont à prendre avec précaution tant ils évoluent rapidement, dans un sens comme dans l'autre, au gré de l'actualité sur le terrain (bombardements, nouvelles recrues...).

Si les candidats au djihad sont majoritairement des jeunes, parfois même mineurs, il n'existe toutefois pas de profil type. Contrairement à certaines idées reçues, ils sont « *une juxtaposition de différentes catégories — familles athées, catholiques, musulmanes, désunies, unies, insérées ou désocialisées, de banlieue ou de province⁽¹⁶⁾».*

Par ailleurs, d'après les données recueillies par la cellule anti-radicalisation du ministère de l'Intérieur, parmi les Français en voie de radicalisation, et proches du djihadisme, 40 % sont des convertis. Ce fort pourcentage de conversion serait révélateur du fait que

« seuls ceux qui n'ont aucune culture musulmane peuvent croire au discours totalitaire de Daech comme étant celui de l'Islam⁽¹⁷⁾». Ils ont été séduits par la propagande de l'EI qui fait la promesse d'un avenir meilleur, donne une place et une raison d'être à ceux qui choisiraient de défendre sa cause. La religion n'a rien à voir là-dedans, même si c'est ce qu'on leur fait croire. L'outil privilégié de cette propagande est Internet via des sites d'apologies du terrorisme, les réseaux sociaux, *You tube*, etc. Les organisations terroristes utiliseraient aussi des techniques de manipulation mentale. La plupart des terroristes se perçoivent comme des justes agissant pour une cause supérieure où la fin justifie les moyens.

Au-delà, si ces techniques fonctionnent, si ces discours trouvent un écho auprès des populations, c'est bien que la société française échoue à proposer une alternative crédible à cette quête de sens des candidats au djihad. Michel Wieviorka pointe des logiques internes, qui « *renvoient aux problématiques de difficultés sociales, d'intégration, de discriminations, de chômage, etc. Ces éléments affectent des individus de plusieurs types. Certains ont le sentiment qu'ils n'ont aucun espace dans la société. D'autres, en dépit d'une intégration sociale poussée, peuvent être à la recherche de sens dans une société qui n'offre plus aucune perspective. Enfin, on doit souligner la présence d'individus ayant une place dans la société qui ne correspond pas à leurs attentes personnelles⁽¹⁸⁾».*

La France, pays des droits de l'homme, mérite-t-elle toujours ce titre lorsque l'on voit combien notre société produit de l'exclusion : cette rupture du lien avec la société touche aujourd'hui un nombre croissant de jeunes, frappés par le chômage, désorientés, en manque de

*Sources : Parzis – Shutterstock.com
Concept of terrorism. Silhouette
terrorist on city background in smoke*



perspectives et qui se sentent abandonnés dans une société qui les marginalise. Les sentiments de frustration voire d'humiliation qui s'ensuivent sont des terrains favorables aux discours de mouvements totalitaires comme Daech, qui eux proposent à ces jeunes un rôle, une place, une reconnaissance.

La France comme cible privilégiée du terrorisme (de l'EI)

De la même façon que l'un des objectifs communs et partagés de la majorité des djihadistes français serait « *de punir la France pour sa politique vis-à-vis des pays arabes*⁽¹⁹⁾ », en Europe, la France est particulièrement menacée par l'EI. Elle serait même devenue son « ennemi n°1 », selon Marc Trévidic⁽²⁰⁾. En réalité, la France est depuis longtemps déjà dans la ligne de mire des organisations djihadistes.

Ses prises de positions en matière de politique internationale, ses interventions militaires sur des terrains extérieurs - notamment en Syrie, en Irak, mais aussi au Mali sans oublier la Libye, l'Afghanistan et le Sahel -, un débat politique stigmatisant à l'égard de la communauté musulmane, et des décisions telles que l'interdiction du voile à l'école et l'interdiction du port du voile intégral, sont autant d'éléments qui augmentent le ressentiment envers la France. Mais aucun n'explique à lui seul que la France soit la cible prioritaire de Daech. De même que l'explication selon laquelle la France incarne tout ce que les organisations terroristes bannissent — mœurs libérales, laïcité, liberté d'expression etc. — ne tient pas. Cela aggrave sans aucun doute l'hostilité de ces groupes à l'égard de la France, mais ne permet pas d'expliquer que la France en soit la cible privilégiée. Une lecture politique semble préférable. Nicolas Hénin — journaliste et otage de l'EI pendant dix mois en Syrie — avance l'hypothèse selon laquelle la France serait aux yeux de l'EI le maillon faible de l'Europe, un pays où il serait facile de semer la division. Or, Daech craindrait plus notre unité que nos frappes aériennes⁽²¹⁾.

Comment répondre aux attaques terroristes de l'EI ?

La réponse de la France et de la coalition internationale aux attentats de novembre à Paris, est avant tout militaire : dès le 15 novembre une vingtaine de bombes sont larguées sur la Syrie par la France qui n'exclut plus l'envoi de forces spéciales au sol.

Éliminer Daech est-il la solution ?

La réponse est peut-être une réponse en deux temps. Neutraliser Daech, lui couper ses sources de financement et l'affaiblir pour réduire son pouvoir de nuisance est sans doute une première étape, à très court terme qui ne doit pas être écartée d'emblée. Mais, cette réponse militaire,

privilégiée à l'heure actuelle par la coalition internationale, ne doit pas faire l'économie d'une réponse politique de plus long terme.

Le problème aujourd'hui est l'absence de stratégie de la coalition internationale pour contrer Daech.

Autre dimension importante : la stratégie du tout militaire ne tient pas suffisamment compte de la nécessité de protéger les populations civiles directement exposées aux bombardements. Ces populations sont prises au piège ! 500 000 civils vivent à Raqqa, fief de l'État islamique, et sont les victimes collatérales des nombreux raids de la coalition internationale, ne les oublions pas. Par ailleurs, et comme le souligne Serge Sur⁽²²⁾ « *si l'on prend pour cible la collectivité que ces groupes prétendent représenter, on risque de la conduire à se solidariser avec eux, on leur permet de développer leur audience et bientôt leur légitimité — d'où la nécessité de bien cerner l'adversaire, et autant que possible de l'isoler*⁽²³⁾ ». Au lieu d'anéantir Daech, le risque est donc celui de renforcer les rangs de celles et ceux qui lui portent allégeance, comme conséquence directe d'une action militaire non appropriée. Pour résumer, donc, « *si on ne veut plus que Daech existe, il ne suffit pas de le détruire*⁽²⁴⁾ ».

Éliminer Daech est-il la priorité ?

Ce qui se joue dans la région, en termes d'enjeux politiques, géostratégiques, économiques, en termes d'alliances et de pouvoir, est extrêmement complexe.

Daech est avant tout une organisation criminelle qui a su profiter des faiblesses des différents régimes et saisir cette opportunité pour s'imposer comme une alternative. Si le régime chiite de Bagdad et son armée ne bafouaient pas les droits des populations sunnites en les marginalisant et en les excluant de la société, l'EI ne pourrait pas séduire par son discours et imposer sa loi.

Si le régime de Bachar el-Assad n'était pas la cause de plusieurs milliers de morts en Syrie, l'EI n'aurait pas pu se faire passer pour une armée de libération et duper les Syriens déçus par l'échec du Printemps arabe.

Si l'Arabie Saoudite ne jouait pas un double jeu en laissant des acteurs privés et des réseaux religieux informels financer l'EI, elle ne serait peut-être pas menacée aujourd'hui, sur son propre territoire.

Si la Turquie ne fermait pas les yeux sur les trafics d'armes et de pétrole qui transitent par sa frontière avec la Syrie, l'EI ne pourrait pas s'assurer des revenus de la contrebande qui lui garantissent son autonomie financière.

Si l'Iran ne soutenait pas le régime de Bachar el-Assad, ses efforts contre l'EI pourraient (peut-être ?) s'inscrire dans une stratégie plus globale, car pour l'heure, les États-Unis et l'Europe refusent toute collaboration avec Téhéran.

On voit donc combien le combat contre l'EI est en fait bien plus que cela et l'on comprend que la réponse

militaire ne résoudra pas l'après Daech, si tant est qu'elle permette de le détruire. Par ailleurs, d'autres mouvances, affiliées ou non à Al-Qaeda ou Daech ont pris corps, notamment en Afrique et elles posent déjà problème dans leurs contextes régionaux. Nul doute qu'une défaite militaire de Daech renforcerait ces autres mouvements, ne serait-

ce qu'avec l'afflux de militants rejetés d'Irak et de Syrie qui trouveraient là une nouvelle cause. Il devient donc impératif que la communauté internationale réfléchisse à des solutions collectives qui prennent en compte tous les facteurs participant à la menace terroriste globale, aussi bien sur le court, le moyen, et le long terme.

-
- (1) <http://www.thucydide.com/realisations/comprendre/terrorisme/terrorisme2.htm>
- (2) *Sept clefs pour comprendre le terrorisme en France depuis 40 ans*
(<http://www.letemps.ch/monde/2015/01/09/7-cles-comprendre-terrorisme-france-40-ans>)
- (3) *Selon la Global Database of Terrorism*
- (4) *Boris Cyrulnik est psychiatre et psychanalyste français, connu entre autres pour avoir vulgarisé le concept de « résilience »*
- (5) *L'EI existe en tant que milice informelle depuis 2003 ; celle-ci combat alors les Américains en Irak, sous la direction d'Al-Qaeda. À partir de 2006, elle se constitue en « État Islamique d'Irak » et s'éloigne d'Al-Qaeda*
- (6) « *Daech naissance d'un État terroriste* », documentaire écrit et réalisé par Jérôme Fritel, produit par Pierre-Antoine Capton et Patricia Chaira (2015)
- (7) *Lorsque l'EI est constitué il est d'abord dirigé par Abu Umar jusqu'à sa mort en 2010.*
- (8) Pierre-Jean Luizard, « *De quoi Daech est-il le nom* », revue *Sciences Humaines*, hors série n°4, *la Grande histoire de l'islam*, novembre – décembre 2015.
- (9) « *Daech naissance d'un État terroriste* », *op. cit*
- (10) *Idem*
- (11) « *Aujourd'hui, pour le Daech, la Syrie est divisée en trois « provinces » et l'Irak en quatre (...)* » : Gérard Chaliand, in G. Chaliand et A. Blin, *Histoire du terrorisme, de l'Antiquité à Daech*, Paris, Ed. Fayard, 2015.
- (12) « *Daech naissance d'un État terroriste* », *op. cit*
- (13) Jean-Charles Brisard, *expert en financement du terrorisme et président du Centre d'analyse du terrorisme.*
- (14) Gérard Chaliand, *op. cit.*, p 654.
- (15) *Thousands Enter Syria to Join ISIS Despite Global Efforts*, *The New York Times*, 27 septembre 2015
(http://www.nytimes.com/2015/09/27/world/middleeast/thousands-enter-syria-to-join-isis-despite-global-efforts.html?hp&action=click&pgtype=Homepage&module=first-column-region®ion=top-news&WT.nav=top-news&_r=1)
- (16) Jean-Pierre Filiu, professeur à Sciences po Paris, historien et spécialiste de l'Islam contemporain : « *Qui sont les Français sur la piste du Djihad ?* », *Le Monde*, 19 novembre 2014
(http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/11/19/qui-sont-les-francais-sur-la-piste-du-djihad_4524774_4355770.html)
- (17) Jean Pierre Filiu, « *Le discours de l'EI ne peut prendre que chez ceux qui n'ont aucune culture musulmane* », *Le Monde*, 18 novembre 2014
(http://www.lemonde.fr/societe/article/2014/11/18/le-discours-de-l-ei-ne-peut-prendre-que-chez-ceux-qui-n-ont-aucune-culture-musulmane_4525226_3224.html)
- (18) Michel Wieviorka est sociologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales
- (19) Flore Thomasset, « *Trois générations de djihadistes français* », *La Croix*, 18 novembre 2015
(<http://www.la-croix.com/Actualite/France/Trois-generations-de-djihadistes-francais-2015-11-18-1382050>)
- (20) Marc Trévidic est magistrat, juge d'instruction au TGI de Paris entre 2006 et 2015, au pôle antiterroriste.
- (21) Nicolas Hénin, « *J'ai été otage de l'État islamique. Daech craint plus notre unité que nos frappes aériennes* », *The Guardian*, 19 novembre 2015
(<http://www.theguardian.com/commentisfree/2015/nov/19/etat-islamique-daesh-syrie>)
- (22) Serge Sur est Directeur du Centre Thucydide, Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II), directeur de l'Annuaire français de relations internationales (AFRI) et rédacteur en chef de la revue *Questions internationales (La Documentation Française)*
- (23) Serge Sur, « *Un mal qui répand la terreur* »
(<http://www.thucydide.com/realisations/comprendre/terrorisme/terrorisme3.htm>)
- (24) Jean-Pierre Massias, spécialiste des processus de pacification et de transition démocratique
(http://mediabask.naiz.eus/eu/info_mbsk/20151126/comment-eradiquer-daech-ici-et-la-bas)

Claske Dijkema

Quel pouvoir attractif de l'islam rigoriste ?

Nous avons tendance à ne voir Daech qu'au travers de son pouvoir destructeur, qui a frappé la France au cœur le 13 novembre dernier. Pourtant si nous voulons comprendre pourquoi des jeunes français s'engagent dans cette voie, il faut s'intéresser au pouvoir d'attraction de l'islam radical qui mobilise bien au-delà des groupes violents. Ce courant rigoriste de l'islam ouvre des perspectives, en donnant une place aux Français qui ont du mal à en trouver une dans la société aujourd'hui.

Cet article porte non pas sur ce mouvement qui s'appelle État islamique — mais s'intéresse à son fondement idéologique qui s'inspire d'un islam que j'appellerai ici rigoriste. Le choix de ce terme, à la fois vague et empirique, est motivé par plusieurs considérations. Tout d'abord, afin d'éviter l'expression « islam radical », qui entretient une confusion entre respecter des règles très strictes et prôner la violence : certains musulmans ont des opinions « radicales », sans pour autant nourrir une seule seconde l'idée de basculer dans l'action violente. La description de Nabil Mouline dans *Le Monde Diplomatique* du fondement idéologique qui nous intéresse ici me semble plus juste : « ceux qui se réclament aujourd'hui de l'islam pour justifier une conduite ultraviolente s'inspirent d'une idéologie rigoriste issue d'une double filiation : les Frères musulmans et le salafisme wahhabite, diffusé depuis l'Arabie saoudite⁽¹⁾ ». Selon Frédéric Helbert, reporter de guerre et spécialiste du terrorisme, « Les salafistes prônent un retour à l'ancien temps, celui d'un islam « pur », le respect de la sunna (la loi immuable de l'islam) et vivent selon des règles très strictes. Leur mouvement n'est pas violent par essence, néanmoins certains salafistes ont basculé dans le jihadisme. Le salafiste jihadiste a par ailleurs pris naissance lors de la guerre d'Afghanistan⁽²⁾ ». Sur le papier, ces différences d'orientation ont du sens, sur le terrain beaucoup moins. Je n'ai jamais rencontré des personnes se revendiquant de l'islam radical ou qui ont pu m'expliquer exactement quel mélange de wahabbisme et salafisme ils pratiquaient et pourtant ils suivaient des imams décrits par la presse comme salafistes. Le côté empirique du terme rigoriste permet, pour un débutant en matière d'islam comme moi-même, de l'employer sans trop se brûler les doigts.

En tant que militante associative et thésarde à l'Université de Grenoble-Alpes, travaillant sur les violences urbaines, la question de l'islam s'est imposée à moi essentiellement car mon travail de thèse a commencé la semaine de l'attaque contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher. Depuis, j'ai entendu nombreux témoignages des musulmans dans



les quartiers populaires au Sud de Grenoble. Ils vivent leur religion de façon très différente mais tous conviennent qu'être musulman est devenu considérablement plus compliqué en France. Quelques uns d'entre eux, âgés de 18 à 25 ans, tous des hommes, m'ont permis de comprendre le pouvoir d'attraction d'un islam plus ou moins rigoriste : il est disponible là où les jeunes se trouvent, il est un moyen de construire une image positive de soi-même, il est un vecteur de justice et enfin, il permet de canaliser les colères et les frustrations.

Cet article a pour intérêt de nous mettre en garde contre une criminalisation de cet islam qui prône peut-être des valeurs que la majorité des Français ne partagent pas (concernant la musique, la place des femmes, un régime alimentaire etc.) mais qui s'oppose à la violence. À ce titre, les personnes s'inscrivant dans cette lecture de l'islam devraient être perçues comme des alliés dans la lutte contre le terrorisme et non comme des ennemis. Nous pourrions combattre ce courant de l'islam sur le plan moral à travers le débat et le dialogue mais nous ne devrions pas le combattre sur le plan juridique tant qu'il respecte la Constitution française. Sans doute ma position se nourrit de mes racines hollandaises, ce pays libertaire qui s'est construit sur un équilibre entre forces religieuses et laïques plutôt que de les bannir de l'espace public. Aux Pays-bas des années 60, des populations de villages entiers n'avaient pas le droit d'écouter de la musique, passaient leur dimanche à lire la bible et le pantalon était banni pour les femmes par conviction religieuse. Pour autant, cela ne pose pas un danger public⁽³⁾.

Toutefois, il convient de garder à l'esprit que si dans cet article l'accent est mis sur les banlieues (du fait des intérêts de ma recherche) cela ne signifie pas que les phénomènes de radicalisation se développent uniquement dans ces quartiers⁽⁴⁾.

L'apport d'une analyse du pouvoir et le concept de la niche vide, empruntés aux *Peace studies*

Les travaux d'un des fondateurs des *Peace Studies*, l'américain Kenneth Boulding, nous sont utiles pour tenter de comprendre le pouvoir d'attraction du fondement idéologique de Daech. Selon lui, le pouvoir, qu'il soit exercé au niveau personnel ou au niveau d'une organisation, a trois visages : il peut être destructeur, productif ou intégrateur⁽⁵⁾.

Le pouvoir destructeur correspond à la capacité de détruire ou de blesser par les armes, les bulldozers, les tronçonneuses, etc. Le pouvoir productif, quant à lui, est le fait de créer. Nous le voyons à l'œuvre dans le processus de fécondation d'un œuf, dans l'émergence d'une idée, dans la fabrication d'objets à l'aide d'outils et de machines, dans l'activité du cerveau, le travail des muscles qui sèment, récoltent, tissent et construisent, peignent et sculptent.

Et enfin le pouvoir intégrateur peut être pensé comme un aspect du pouvoir productif qui concerne la capacité à construire des organisations, à constituer des familles et des groupes qui inspirent la loyauté ou encore notre capacité à fédérer.

Boulding traduit ensuite ces trois visages du pouvoir en comportements : la menace, l'échange et le respect (ou l'amour). La menace repose principalement sur son pouvoir destructeur. « *Tu feras comme je veux sinon je ferai quelque chose que tu ne voudrais pas* ». L'échange à son tour, sous-entend une réciprocité : « *Tu feras comme je veux et en échange je ferai quelque chose que tu veux* ». Si on agit par respect ou amour de l'autre, nous pourrions demander un acte de sa part sans menace ou proposition d'échange « *Tu feras quelque chose pour moi car tu veux me faire plaisir ou parce que tu sais que cet acte sert notre intérêt commun* ».

Il faut comprendre ces formes de pouvoirs comme des archétypes. En réalité chaque exercice de pouvoir est un mélange des trois (destructeur, productif et intégrateur). La menace n'est alors pas uniquement destructrice. Pour être efficace, une menace repose sur la production de moyens de pression comme les armes (pouvoir productif) et sera vue comme légitime (pouvoir intégrateur). C'est pour cette raison, par exemple, que les États-Unis ont cherché la validation de l'ONU avant d'attaquer l'Irak militairement en 2003⁽⁶⁾. C'est pour cette même raison que Daech inscrit ces actes terroristes dans un discours idéologique attirant qui met la purification des péchés en perspective.

Le pouvoir intégrateur de ces deux exemples consiste à rendre légitime des actes extrêmement destructeurs d'un effort de guerre. De la même façon, le pouvoir intégrateur porte en soi aussi un sens négatif car chaque constitution de groupe, donc d'un « nous », sous-entend une frontière et désigne un « autre » qui peut devenir notre ennemi. Le revers du pouvoir intégrateur est alors sa capacité à aliéner. L'idée des visages du pouvoir de Boulding nous permet d'avoir une lecture plus complexe de l'utilisation de la violence et déconstruit la représentation purement destructrice d'une organisation comme Daech. Elle nous incite aussi à revoir notre appréhension de l'exercice du pouvoir destructeur des pays engagés dans la guerre contre le terrorisme, et nous permet de comprendre que dans les pays où elle frappe c'est surtout son visage destructeur qu'elle montre.

Une deuxième idée est le concept de la niche vide, que Boulding emprunte à l'écologie. Elle nous aide à comprendre l'attractivité de la base idéologique dans laquelle puise Daech. Là où une population n'est pas satisfaite des niches existantes, il y a de la place pour des propositions alternatives. Si elle questionne la légitimité des identités et des institutions existantes, il y a des opportunités de conversion sous condition qu'il y ait un convertisseur ou un missionnaire disponible. Boulding illustre cette idée à travers l'exemple du lent déclin de la légitimité de l'Empire romain ainsi que ses dieux qui aurait ouvert un espace pour le christianisme en Europe. Pouvons-nous établir un parallèle entre la montée du christianisme à la fin de l'Empire romain et la montée de l'Islam rigoriste en Europe ces dernières décennies ? Boulding nous incite à réfléchir à la question suivante : dans quelle niche vide aurait pu s'installer cette idéologie qui puise dans l'Islam et qui se répand actuellement ? Elle ne pourrait pas fleurir si les conditions n'étaient pas réunies pour cela. Une illustration plus récente du fonctionnement du principe de la niche est également



intéressante. Patrick Mairesse, directeur départemental de la Sécurité publique de l'Isère, explique qu'après l'instauration du dispositif des Zones de Sécurité Prioritaire dans un quartier de Grenoble (Mistral), entraînant une présence policière plus importante, « *les trafiquants de drogues, notamment du Mistral, ont tenté de s'implanter dans les quartiers voisins (comme celui du Lys-Rouge, de Saint-Bruno, du square des Fusillés ou de la gare) mais ils sont tombés sur des populations qui n'acceptaient pas cette situation et collaboraient mieux avec la police, ce qui a aidé la brigade des stupéfiants à démanteler leurs réseaux*⁽⁷⁾ ». Une niche vide permettait l'installation du trafic dans le quartier Mistral mais pas dans d'autres quartiers où les habitants avaient plus de facilité à s'organiser et où la confiance dans les forces de l'ordre était plus grande. Nous pouvons maintenant étendre cette analyse à l'Islam rigoriste. Il ne suffit pas qu'il y ait une offre, il faut aussi qu'il y ait une niche, une demande.

Enfin, d'après Boulding, le contexte pour faire émerger des nouvelles formes d'organisations est particulièrement propice si deux forces s'affrontent car ceci se traduit généralement par une baisse de puissance des deux parties, qui ouvre de l'espace pour des alternatives. Cette grille d'analyse est pertinente pour étudier le contexte français depuis les années 80, où la confrontation entre la gauche et la droite autour du centre est devenue stérile. Les partis politiques ne semblent plus défendre d'idées, ne proposent plus de cadres explicatifs à travers lesquels nous pouvons tenter de comprendre le monde qui nous entoure. De cette confrontation/rapprochement le front national et l'abstentionnisme sont nés. Elle a aussi permis à l'Islam rigoriste de gagner du terrain en proposant un discours qui offre des orientations idéologiques et la perspective de faire partie d'une nouvelle communauté, la « oumma », qui dépasse les frontières nationales.

La suite de l'article croise ces deux concepts proposés par Boulding, celui des différents visages du pouvoir et celui de la niche vide avec des récits d'acteurs de terrain ainsi que mes propres observations. Il met l'accent sur trois points : premièrement, l'Islam rigoriste investit des lieux abandonnés par d'autres acteurs sociaux comme les rues dans les quartiers populaires où les jeunes en difficulté se retrouvent ; deuxièmement, ce mouvement permet de canaliser frustrations et colères et troisièmement, il offre une possibilité d'identification à une communauté.

1) Qui se trouve encore au pied des tours ?

Une des niches vides dont parlait Boulding se trouve « au pied des tours » dans les quartiers populaires où le chômage des jeunes s'élève à 43%⁽⁸⁾. Avec la désindustrialisation et la disparition du mouvement ouvrier (prêtres ouvriers,

syndicats et partis politiques communistes), il semblerait qu'ait également disparu un cadre théorique à travers lequel penser nos conditions de vie. C'est ce vide que l'Islam rigoriste vient combler partiellement.

« Les Maoïstes qui débarquent dans les quartiers ».

Un entretien avec le sociologue et militant lillois, Saïd Bouamama, dans la revue *Mouvements* nous donne un petit aperçu de la niche qu'occupaient les mouvements ouvriers dans les années 60 et 70 : « *Ma première rencontre avec le militantisme s'est faite à Roubaix, une ville très ouvrière avec des structures militantes communistes très présentes. Mais, déjà à la fin des années 1970, les structures militantes commencent à être en déconnexion avec les quartiers populaires dans lesquels j'habitais. Arrive à ce moment-là, la fin du frémissement de mai 1968 avec les Maoïstes qui débarquent sur les quartiers. Ils sont dans des formes d'intervention qui nous bousculent : voilà des gens qui ne sont pas d'ici, qui arrivent et qui passent beaucoup de temps dans le quartier. C'était vraiment des missionnaires ; du matin au soir avec nous. Ils nous interpellaient sur nos histoires*⁽⁹⁾ ».

« Les salafistes sont aujourd'hui les meilleurs travailleurs sociaux ».

Comparez ce témoignage avec les propos du psychologue israélo-arabe Ahmad Mansour, lui-même attiré par l'Islam salafiste quand il était jeune : « *Les salafistes sont aujourd'hui les meilleurs travailleurs sociaux. Ils rencontrent les jeunes là où ils sont, là où ils doutent, là où les jeunes ne s'entendent pas avec leurs parents. Ils donnent leur numéro de téléphone, ils s'intéressent à votre vie. Leur offre est noire et blanche mais il correspond à un besoin*⁽¹⁰⁾ ». Mansour rajoute que les propositions qui intéressent ces jeunes ne viennent pas des éducateurs, ni des enseignants, ni de l'école : ils ne viennent pas de la société de la majorité. Qui plus est, les éducateurs de rue disparaissent peu à peu des rues des quartiers, considérés comme un luxe dans un contexte de restriction budgétaire⁽¹¹⁾.

2) Rester sur le bon chemin, canaliser colères et frustrations

C'est dans le cadre d'une discussion avec trois jeunes hommes en deuil suite à un drame, que j'ai été confrontée pour la première fois à cet Islam dit rigoriste ou strict. Ils m'ont parlé du réconfort qu'ils trouvaient dans leur religion. Pour eux, il s'agit d'une religion qui rend justice le jour du jugement dernier et qui leur permet de se maintenir debout « sur le droit chemin ». Ensuite, je me suis posée plusieurs fois la question suivante : et si l'Islam rigoriste était la réponse à un problème que je ne connais pas en tant que personne de classe moyenne, blanche, salariée, propriétaire d'une maison dans un village ? J'ai rencontré d'autres réponses qui vont dans ce sens.

Un cycle de débats in situ dans l'espace public a été mis en place par un groupe de travail réunissant des membres d'associations et des chercheurs intéressés par la Villeneuve. Il est né de l'observation que les débats publics organisés dans le quartier n'étaient pas investis par de nombreux habitants, en particulier les jeunes. Si l'on souhaite échanger avec eux, il convient plutôt de déplacer le débat dans la rue, au pied des immeubles.

« Si ce n'était pas grâce à l'Islam, ces quartiers auraient été brûlés depuis longtemps ».

Lors d'une de ces expériences de débat dans l'espace public, j'ai pu discuter avec une dizaine de jeunes qui « traînaient » dans le quartier un vendredi après-midi. Au début de la discussion, le ton était moqueur. Leur attitude, légèrement hostile me faisait sentir que j'étais étrangère dans leur quartier, que j'avais rompu les codes de la distance et que chacun vivait sa vie de son côté. Le fait que je vienne d'Amsterdam réveillait les imaginaires de drogues et de prostitution. Au moment où je pensais qu'on n'arriverait pas à échanger et où je m'apprêtais à partir, une personne nouvellement arrivée dans le groupe prit la parole, s'imposant aux autres. Je sentis que le ton avait changé et que l'hostilité baissait. Il garantissait ma place dans le groupe et m'autorisait à poser des questions. Il se démarquait de mes premiers interlocuteurs avec sa barbe, son crâne entièrement rasé et son pantalon large jusqu'aux mollets. Les autres avaient des cheveux rasés sur les côtés et portaient des vêtements sportifs. Lui, qui s'imposait en tant que leader m'expliquait qu'il portait un habit musulman. La discussion tourna autour de la religion et de ce que cela leur apportait dans leur vie : « Le Coran sert de guide et montre le chemin pour être un [bon] musulman. Il évite d'aller trouver des solutions aux frustrations dans la délinquance ou les drogues. (...) Il permet aussi qu'ils [jeunes de quartier] se comportent correctement avec les gens comme moi, dire bonjour, être poli, ouvert à la discussion ». Selon lui, « si ce n'était pas grâce à l'Islam, le quartier aurait brûlé depuis longtemps ». Nous avons aussi abordé la question de la gestion des différences, d'un point de vue religieux, culturel et du genre. Si l'Islam est la seule voie, quelle est la place pour ceux qui n'ont pas pris cette voie ? À cet instant sonna l'appel à la prière. Ils me taquinèrent en disant que je pouvais aller avec eux et insistèrent sur le fait que pendant les prières, jeunes et vieux sont tous ensemble et que la création des liens entre générations est un autre point fort de l'Islam. La phrase « sinon le quartier aurait brûlé depuis longtemps » est restée gravée en moi. Elle m'a fait prendre conscience que peut-être l'Islam, qui parle aux jeunes dans les quartiers, est une réponse à un problème qui, moi de la France des classes

moyennes, me concerne peu. J'ai observé que cet Islam strict, qui menace par la figure du diable, exige une discipline de vie et peut être une motivation importante pour ne pas succomber aux tentations des stupéfiants et de la délinquance. Il aide à canaliser des frustrations et des expériences d'injustices qui ne manquent pas pour ces jeunes qui cumulent les stigmatisations dans la société en tant qu' « Arabes », « Musulmans » et « jeunes de quartier ». Autant de labels qui n'inspirent pas confiance et ne font pas bonne figure sur une lettre de candidature. Une fois la voie du « bon citoyen » fermée, celle du « bon musulman » est une piste prometteuse pour se construire une image positive de soi-même.

« La solidarité remplace l'égalité, là où la foi a remplacé l'espoir ».

L'observation de terrain citée ci-dessus est confirmée par deux réalisateurs de film du collectif Kourtajmé, Ladj Ly et Saïd Belkhibia, eux-mêmes originaires du quartier des Bosquets, cité de Montfermeil. Ils avaient filmé de l'intérieur le quotidien du quartier où les émeutes avaient explosé en 2005. Dix ans après la mort de Zyed et Bouna, rien n'a changé. D'après le frère de Bouna, « le combat contre l'injustice doit continuer ». Aujourd'hui, ils se posent la question suivante : « qu'est-ce qui fait tenir les gens ? ». À travers un nouveau projet de film, ils veulent montrer leurs réponses : « Ce qui a un peu calmé les choses, alors qu'on vit toujours la vie du ghetto, c'est l'Islam⁽¹²⁾ ». C'est un point sur lequel les jeunes et leurs aînés s'accordent : « La religion et les associations, tous les bénévoles, médiateurs, éducateurs qui font leur maximum même une fois que le centre social a été fermé, c'est ça qui canalise les gens, ce sont ces leaders qui permettent aux gens de garder leur estime de soi. Sans eux, nos quartiers, ce serait une bombe à retardement. (...) Les syndicats sont partis avec le travail. Sur le terrain, les jeunes émeutiers, comme leurs familles, se sont tournés vers l'Islam. (...) Loin des apprentis jihadistes omniprésents au JT, nous rencontrons une foule de voisins, de communautés, de générations qui contribuent à construire, sans services publics, une vie communautaire... une vie sociale (...) où la solidarité remplace l'égalité, où la foi a remplacé l'espoir. Dans les cités, depuis des décennies, les communautés s'ajustent aux générations, parfois en se renfermant, certains se radicalisent. La majorité essaie surtout de faire au mieux... entre humains⁽¹³⁾ ».

3) Du « bon citoyen » au « bon musulman » : s'inscrire dans une démarche collective.

Une appartenance religieuse offre une alternative à ce que l'on a progressivement construit comme « l'identité nationale » dont nombre de Français musulmans se sentent exclus. Pour illustration, une phrase entendue à



cation à la République doit alors être revue. Il faudrait regarder du côté des dynamiques d'exclusion qui sont à l'œuvre pour comprendre pourquoi la République perd en attractivité pour une frange de la population.

Valeurs, entre idéal et pratique. Ce que j'entends beaucoup des personnes que je croise dans les quartiers populaires, c'est que les valeurs de la république sont bonnes mais non appliquées. Il existerait une double norme où les contradictions entre valeurs républicaines et actions politiques constituent encore une niche dans notre société. Comment concilier les droits de l'homme avec les bombardements et les victimes civiles en Syrie ? Que veut dire le principe d'égalité quand quatre employeurs sur cinq privilégient le candidat du groupe majoritaire (non issu de l'immigration postcoloniale) sur ceux issus de groupes minoritaires (Français noirs ou arabes)⁽¹⁹⁾ ? Que veut dire la liberté d'expression quand Charlie Hebdo peut toucher au symbole du prophète pourtant sacré pour les musulmans, tandis que d'autres humoristes sont muselés ?

Une approche par la capacité et non pas par le manque.

Au-delà de trouver leur place auprès d'une communauté, les salafistes, auxquels s'intéresse Mansour, donnent la possibilité aux individus de se distancier de la société majoritaire tout en appartenant à une élite. Selon lui, ces derniers se rapprochent des jeunes en insistant sur leurs capacités, sur ce qu'ils peuvent faire et non sur leurs manques (d'éducation, de moyens, d'emploi, etc.) comme c'est souvent le cas à la Mission locale, Pôle emploi et autres instances publiques. Ils insistent sur leur « pouvoir d'agir » en tentant de leur faire comprendre qu'ils sont capables et potentiellement puissants.

Une réponse à une quête de sens.

Une femme convertie, mariée et mère d'un enfant a vécu de février à avril 2015 à Raqqa en Syrie. À son retour, elle est désenchantée et raconte dans une interview vers quoi elle pensait aller : « Vers un idéal, vivre quelque chose d'intense quand ma vie ici ne me satisfait plus, qui aurait donné un sens à ma vie⁽²⁰⁾ ». Le 18 janvier, l'invité des Matins de France Culture, l'anthropologue américain Scot Altran confirmait cette « puissance spirituelle de l'État Islamique qui donne l'illusion de pouvoir répondre à une quête de sens de jeunes personnes en décrivant cette organisation violente comme « la contre culture la plus dynamique en ce moment », qui « n'a pas encore une grande puissance matérielle mais qui a une puissance spirituelle. » Il rajoute que « aux marges de la société, dans les banlieues, les gens sont sensibles au message de Daech. Prenons ces chiffres : 7% de la société françaises est musulmane et selon une lettre de Jack Lang (2012) elle représente deux tiers de la population carcérale. Dans ces milieux, une idéologie révolutionnaire qui promet gloire, aventure et bonheur est très attirante⁽²¹⁾ ».

plusieurs reprises de personnes nées en France : « *Que devrais je faire pour être considéré comme Français ? Manger du porc, boire du vin ?* » Chaque humain a besoin de se sentir appartenir à une communauté. Si la voie du « bon citoyen français » semble fermée à cause d'un racisme latent dans la société française, la voie pour devenir un « bon musulman » gagne en attractivité. Ahmed Mansour remarque par ailleurs que les jeunes « radicalisés » qu'il a rencontrés, partagent tous l'expérience du racisme, malgré leurs diversité de profils⁽¹⁴⁾.

« Ils ne trouvent pas leur place dans la société ».

Le juge anti-terroriste Marc Trédivic, d'une expérience de 10 ans, nous rappelle que 90% des candidats au jihad se radicalise pour des motifs autres que religieux. On trouve notamment celui de l'aventure, de la vengeance contre une France qui nous rejette, ou pour trouver une place dans la société⁽¹⁵⁾. Gilles Keppel rajoute également que la France, « *seul pays européen dont l'économie ne redémarre pas, est de moins en moins inclusive. (...) À cela s'ajoute une élite politique de plus en plus divorcée d'avec la société⁽¹⁶⁾* ».

« Lié par l'histoire coloniale ».

Leo Lucassen, auteur du *The immigrant threat, the integration of immigrants in Western Europe since 1850*, soulève la particularité de la France. L'identification des Musulmans à la Nation française est relativement élevée si on la compare avec celle des Pays-Bas et de la Belgique⁽¹⁷⁾. Lucassen attribue cette différence au fait que la France a une histoire partagée avec ses immigrés, celle de la colonisation. Toutefois, cette identification n'est que très partiellement partagée par la société française, qui continue à voir les immigrés [issus des anciennes colonies] comme « autres ». Deux obstacles majeurs empêchent cette histoire commune selon lui : la conception française de la laïcité qui est incompatible avec l'Islam et le « trauma algérien ». Après 8 ans de guerre civile, le million de pieds noirs rentrés en France a amené avec lui son trauma et un sentiment anti-arabe et antimusulman profondément ancré dans la société⁽¹⁸⁾. L'idée reçue selon laquelle les enfants de parents immigrés d'Algérie et du Maroc se retournent massivement contre les valeurs universelles de la République Française et que l'Islam représente une barrière majeure pour l'identi-

Quand l'État a peur, le risque est de condamner l'Islam rigoriste à la clandestinité

Dans cet article, mon souhait était de démontrer l'attractivité d'un Islam rigoriste en France. Cet Islam que l'État français juge dangereux et qu'il soumet à des actions de prévention par les perquisitions, des assignations à résidence, la fermeture des mosquées et d'autres mesures permises aujourd'hui par l'État d'urgence. À travers ses actes, l'État criminalise un courant entier de Islam. C'est une politique à laquelle je suis critique car, malgré les quelques succès qu'elle obtiendrait sans doute, l'État repousse ainsi aussi un nombre important de personnes et d'institutions musulmanes qui à mon avis devraient être nos alliées. Ce sont elles qui font le lien avec cette France des marges, citée auparavant, qui ne participe plus politiquement comme on l'attend d'elle. Pour cela, nous pouvons énoncer deux illustrations. Premièrement, le vendredi 20 novembre, la police a effectué des perquisitions à la mosquée Sunna de Brest et au domicile de son imam, Rachid Abou Houdeyfa, suivi par des milliers de personnes. La cause serait un prêche à destination d'enfants, disponible sur YouTube (2014), dans laquelle l'imam stipule que la musique est diabolique. Mais, c'est ce même imam - que le magazine Rue89 qualifie, par ailleurs de « star du Web » — qui condamne très sévèrement la violence des terroristes le lendemain des attentats du 13 novembre. Deuxièmement, le 26 novembre, le conseiller d'opposition de droite d'une commune en Isère réclamait la fermeture de la mosquée où justement était prévue une conférence intitulée « Éclaircissements clairs et position limpide de l'Islam concernant les actes terroristes odieux et inacceptables commis par Daech et autres⁽²²⁾ ». Ces deux exemples montrent que nous sommes en train de faire sauter des ponts entre la société française et un groupe marginalisé de la population avec qui le lien est déjà extrêmement fragile. Le chercheur Farhad Kohsrokhavar affirme par ailleurs depuis longtemps que le rôle des mosquées salafistes est très effacé dans les nouvelles formes de jihadisme⁽²³⁾. Ces deux mosquées, menacées de fermeture, s'inscrivent dans le courant salafiste, porteur des valeurs que la France majoritaire ne partage pas (différence entre hommes et femmes, interdictions religieuses sur le plan de l'alimentation et des loisirs). Néanmoins, tant qu'ils ne prônent pas la violence, cela relève, d'après moi, de la liberté de pensée et d'expression. Il est important de défendre le droit d'être différent tant que l'on respecte l'autre. Pousser ces différences dans la clandestinité et condamner ceux qui sont attirés par ces idées ne fera qu'aggraver le problème.

Prendre acte

Comment prendre acte des analyses et critiques citées ci-dessus ? Voici quelques propositions mises en avant par des personnes citées ou qui ont été formulées à partir du terrain grenoblois.

- **Créer des espaces de débat pour l'expression d'idées conflictuelles.** Ouvrir des espaces aux populations des quartiers populaires pour la « nourriture mentale », de la pensée complexe en réponse à la quête de questions métaphysiques. Proposer des formations à la philosophie⁽²⁴⁾ (Tobie Nathan). Dans le même sens, laisser la place au débat sur les conflits au Moyen Orient et la question des réfugiés, notamment aux collèges et lycées. « *Si nous on ne le fait pas, les jeunes le feront eux-mêmes et ils finiront chez les radicaux* ». (Ahmed Mansour).
- **Investir internet.** Les actions de prévention doivent investir et devenir plus actifs sur internet. C'est là où sont les jeunes, c'est là où ils ont leurs discussions. Il faut leur proposer des récits alternatifs. (Ahmed Mansour).
- **Garantir une identité inclusive.** Les pouvoirs publics doivent repenser la construction d'un « nous » collectif. Comment ces derniers peuvent ils devenir le garant d'une identité inclusive, portant le message de tous les citoyens français. Les mots « intégration » et « issu de l'immigration » devraient perdre leur importance/sens..
- **Revoir le travail de renseignement.** Le renseignement joue un rôle important dans la lutte contre le terrorisme. Grâce aux avancées technologiques et au fait que l'embrigadement a lieu pour une partie sur internet, la surveillance électronique s'est beaucoup développée ces dernières années aux dépens des autres acteurs de sécurité, et de la police de proximité. Nombreuses sont les voix, notamment celles de Gilles Kepel, qui considèrent que la concentration des moyens sur le renseignement technologique doit être revue en faveur du renseignement humain. « *Surveiller via des écrans n'offrira jamais la qualité d'informations du renseignement humain* » selon un agent interviewé par Mediapart : « *Nous ne sommes plus en mesure de suivre tous les objectifs. Nous avons un problème d'infiltration des réseaux islamistes. Les seules informations qui nous remontent proviennent des parents, des frères et sœurs qui dénoncent celui dans leur famille sur le point de partir en Syrie ou alors qui y est déjà et qu'ils veulent faire rentrer*⁽²⁵⁾ ».
- **Convaincre par la mise en pratique des valeurs.** Garder en tête le message des trois visages du pouvoir de Boulding. Au-delà de répondre par la force destructrice, « la riposte » comme titrait le *Dauphiné Libéré* avec une énorme photo de Rafale, il faudrait convaincre par des valeurs positives. Parfois j'ai l'impression que nous-mêmes ne les prenons plus au sérieux, nos fameuses valeurs de la République, comme si nous n'osions plus y croire. Si on perd notre pouvoir intégrateur, il ne reste plus que notre pouvoir dissuasif et celui du chantage.

• **Reconnaître le besoin des missions transcendantes.**

L'anthropologue américain Scott Atran précise dans l'entretien qu'il a accordé à France Culture, cité auparavant, que « *les mouvements qui unissent des gens sont des éruptions volcaniques de passion et d'émotion. Dans notre société nous avons du dédain pour la gloire et l'aventure. Au lieu de proposer une mission transcendante alternative, nous essayons de prêcher pour des choses comme la modération qui n'intéresse pas la jeunesse. Nous oublions que l'État Islamique, malgré le fait que la plupart de notre propagande le décrit comme étant un mouvement cruel, barbare, brutal, et ce qu'il est en effet, est aussi un mouvement de profonde joie et de bonheur intimement lié aux sentiments de revanche. Il crée une forme de poésie et des rêves qui sont essentiels pour son existence.* ». Il est important de préciser que cet expert vient d'être invité par le Conseil de sécurité des Nations Unis pour parler des valeurs et des rêves dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.



caricatures tant défendues et leur demander d'« être Charlie » en marchant derrière Benjamin Netanyahu (au début de cortège lors de la marche du 11 janvier) pour dénoncer la violence était une injonction de trop. Les voix qui expliquaient qu'ils ne participaient pas à la marche du 11 janvier, non pas par manque de connaissance des valeurs de la république mais justement parce qu'ils avaient une autre conception de ce que devrait représenter l'égalité, la fraternité et l'égalité en France, n'étaient pas entendues. Au lieu de laisser Manuel Valls dire qu'« *il faut aider l'islam à grandir et à se solidifier*⁽²⁶⁾ », la France devrait sortir de son complexe de supériorité et apprendre à dialoguer sincèrement avec ses citoyens issus de l'immigration postcoloniale.

(1) Mouline, Nabil. « Genèse du djihadisme, dans l'engrenage du terreur ». *Le Monde Diplomatique*, décembre 2015.

(2) Petit lexique de « L'Islam radical » et du Jihad, Billet du blog de Friederich Elbert, 08/10/2012, <http://www.frederichelbert.com/20121008/petit-lexique-de-lislam-radical-et-du-jihad>

(3) Pour un approfondissement de la discussion sur le lien entre le salafisme et le djihadisme, l'article « Les Salafistes Sont-Ils Des Djihadistes En Puissance ? » publié par Mediapart. L'auteur conclut que « le passage à l'action violente n'est pas automatique, loin de là. Ce qui n'empêche pas certains fidèles, déçus par le manque d'action politique ou fragilisés socialement, de sauter le pas ». Deux auteurs cités, avec des avis contradictoires sont Gilles Kepel, l'auteur de *Terreur dans l'Hexagone, Genèse du djihad français* (Gallimard, 2015) qui déclare que le salafisme entraîne une « rupture culturelle fondamentale » risquant de déboucher sur la lutte armée et à l'inverse, Raphaël Liogier, sociologue et professeur à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence, qui estime que « la pratique salafiste aurait plutôt tendance à empêcher les passages à l'acte ». Alouti, Feriel. « Les Salafistes Sont-Ils Des Djihadistes En Puissance ? » Mediapart, 20/01/2016. <https://www.mediapart.fr/journal/france/200116/les-salafistes-sont-ils-des-djihadistes-en-puissance>.

(4) Slooter, Luuk. « Wijk is niet schuldig, Jihadisme overstijgt grenzen van banlieues ». *nrc.nl*, Novembre 24, 2015. <http://www.nrc.nl/handelsblad/2015/11/24/wijk-is-niet-schuldig-jihadisme-overstijgt-grenze-1560458>.

(5) Boulding, Kenneth, *Three faces of power*, Sage publications, Newbury Park, 1990. Cet ouvrage n'a pas été traduit en français. Les citations sont traduites par l'auteur de cet article.

(6) Les Etats-Unis n'ont pourtant pas obtenu l'aval du Conseil de sécurité quand ils lancent l'opération « Irak Freedom » dû à l'opposition de la France, de la Russie et de la Chine.

(7) Patrick Mairesse, Directeur Départemental de La Sécurité Publique de l'Isère : « La ZSP, C'est Un Marathon Qui Doit Trouver Un Second Souffle ». Dauphiné Libéré, Septembre 15, 2015. <http://www.ledauphine.com/isere-sud/2015/09/15/patrick-mairesse-directeur-departemental-de-la-securite-publique-de-l-isere-la-zsp-c-est-un-marathon-qui-doit-trouver-un-second-souffle>.

- (8) *Taux de chômage des jeunes de 15 – 24 ans dans les zones urbaines sensibles en 2012, selon l'Observatoire des inégalités*, <http://www.inegalites.fr/spip.php?article312>
- (9) Ouardi, Samira, Patrick Simon, and Propos recueillis par. « Transmettre l'histoire de nos luttes - Entretien avec Saïd Bouamama ». *Mouvements* n° 83, no. 3 (Septembre 9, 2015): 153-65.
- (10) « Ahmad Mansour: "Anschläge Waren Ein Produkt Unserer Gesellschaft" ». *Play SRF*, November 17, 2015.
- (11) « La Colère Des Édicateurs de Rue: "C'est La Mort de Notre Métier" ». *Dauphiné Libéré*, Decembre 18, 2015.
- (12) *Ici il ne s'agit pas forcément d'un courant rigoriste de l'Islam mais de la religion dans sa globalité*.
- (13) *Les productions des Vendredis. « Banlieues - Dix Ans Après »*. *Kickstarter*, September 9, 2015. <https://www.kickstarter.com/projects/1934605438/banlieue-dix-ans-apres>.
- (14) « Ahmad Mansour: "Anschläge Waren Ein Produkt Unserer Gesellschaft" ». *Play SRF*, November 17, 2015.
- (15) « Pour Le Juge Trévidic, Seulement 10% de Ceux Qui Partent Faire Le Djihad Le Font Par Convictions Religieuses ». *Atlantico.fr*, 28 juin 2015, Accessed January 12, 2016. <http://www.atlantico.fr/pepites/pour-juge-trevidic-seulement-10-ceux-qui-partent-faire-djihad-font-convictions-religieuses-2215711.html>.
- (16) Brochet, Francis. « Questions À Gilles Kepel - L'objectif de Daech, C'est de Créer Un Climat de Guerre Civile En France. ». *Dauphiné Libéré*, Decembre 16, 2015.
- (17) *Selon l'enquête Trajectoires et Origines de l'INSEE (2010) et une analyse de Erich Bleich (2014)*
- (18) Lucassen, Leo. « Franse moslims zijn niet zo radicaal. » *Nrc.nl*, November 25, 2015. <http://www.nrc.nl/handelsblad/2015/11/25/franse-moslims-zijn-niet-zo-radicaal-1560568>.
- (19) Bouamama, Saïd. « AVOIR 20 Ans Dans Les Quartiers Populaires: Mépris de "Classe" et Humiliation de "Race" SAÏD BOUAMAMA. » *Le Blog de Saïd Bouamama*. Accessed October 19, 2015. <https://bouamamas.wordpress.com/2014/11/26/avoir-20-ans-dans-les-quartiers-populaires-mepri-de-classe-et-humiliation-de-race-said-bouamama/>.
- (20) Frere, Xavier. « Daech Nous Mène à La Mort. » *Dauphiné Libéré*, 16 janvier 2016. <http://c.ledauphine.com/faits-divers/2016/01/15/daech-nous-mene-a-la-mort>.
- (21) « Scott Atran: L'homme qui a compris les terroristes - Information - France Culture. » *L'Invité Des Matins 1ère Partie - France Culture*, 18 janvier 2016. <http://www.franceculture.fr/emission-l-invite-des-matins-scott-atran-l-homme-qui-a-compris-les-terroristes-2016-01-18>.
- (22) Dudonné, Sébastien. « "On n'est pas dangereux" ». *Dauphiné Libéré*, Decembre 15, 2015.
- (23) Frere, Xavier. « Radicalisation: La France En Première Ligne. » *Dauphiné Libéré*, Decembre 16, 2015.
- (24) Bescond, le, François. « Après Le Choc, Trouver Les Mots, Chercher Les Remèdes Avec Tobie Nathan (5/5). » *Un Autre Monde Est Possible - France Culture*. Accessed Decembre 3, 2015. <http://www.franceculture.fr/emission-un-autre-jour-est-possible-apres-le-choc-trouver-les-mots-chercher-les-remedes-avec-tobie-3>.
- (25) *Pour une discussion approfondie des services de renseignement et leur failles: Mediapart, « Antiterrorisme: L'histoire d'une faillite. », 30 novembre 2016. <https://www.mediapart.fr/journal/france/301115/antiterrorisme-l-histoire-dune-faillite>*.
- (26) Innocenti, Maeliss. « Valls: "Il Faut Aider L'Islam À Grandir et À Se Solidifier". » *Le Progres*, June 23, 2015.
-

Maureen Clappe

Le rap français : un vecteur de transformation de conflit ?



« *Il paraîtrait que les douze premiers jours de janvier / indiqueraient le temps des douze prochains mois de l'année. 2015 a débuté comme les dix plaies d'Égypte / et terminera gouverné par des inéligibles.* » (2015)⁽¹⁾

Introduction

Les journées du 7 au 9 janvier et désormais le 13 novembre, sont des dates ancrées dans l'imaginaire national par la portée symbolique que ces événements ont pris. De la résurgence du drapeau tricolore à la Marseillaise jouée lors des mobilisations en hommage aux victimes, nous assistons depuis les attentats au développement d'un corps social en apparence unifié mais qui se divise lorsqu'il s'agit de faire « politique⁽²⁾ ».

Dans un souci d'une réflexion commune autour de l'actualité, cet article propose d'appréhender le rap français comme un moyen d'expression, bien souvent qualifié de contestataire, permettant de mettre des idées en débat et de sortir d'une vision négative du conflit. En effet, nous avons pour habitude de penser la conflictualité comme quelque chose de fondamentalement violent et de destructeur qu'il faut à tout prix éradiquer. Or, si l'on part du postulat que chaque individu porte en lui des intérêts et objectifs divergents, le conflit est un phénomène normal et inhérent à chaque société. Il peut être alors positif, s'il est appréhendé de façon constructive par l'analyse de ses causes structurelles⁽³⁾.

Dès les années 1980, le rap émerge en France et désigne une « *pratique d'interprétation ni parlée ni chantée, mais proférée en harmonie avec une rythmique⁽⁴⁾* ». Associé au mal être des banlieues depuis les années 1990, le rap peut être soit valorisé comme un outil au service des jeunes de quartiers populaires, soit diabolisé par les pouvoirs publics suivant les périodes de l'histoire. Pour autant, que nous dit-il de la situation actuelle post « Je suis Charlie » et 13 novembre ? Pourquoi, le rap serait un vecteur de transformation des conflits ?

Pour tenter d'apporter des réponses à ces questions, nous nous appuyons sur quelques textes de deux rappers s'inscrivant dans ce que l'on nomme couramment le rap « conscient⁽⁵⁾ ». Comme tout mouvement artistique et musical, le rap n'est pas homogène et se divise en plusieurs courants formant chacun une catégorie. Le rap « conscient » représente ainsi le versant militant et contestataire de cette musique, par son intérêt pour les questions sociales et la dénonciation des rapports de pouvoir. Le premier rappeur étudié, Médine, est originaire du Havre et est adepte des controverses et des polémiques médiatiques. Il se définit d'ailleurs lui-même comme « *un démineur qu'on a pris pour un poseur de bombes* » tandis que le second, Kery James, est un des piliers du rap français et membre fondateur du groupe Idéal J, né en 1990 à Orly. Le choix de ces deux artistes repose essentiellement sur la portée de leur message politique et sur les répercussions médiatiques que leurs revendications engendrent. Notre démonstration s'articulera autour de deux points : le rap est un vecteur de transformation de conflit car il permet de (re)penser les situations conflictuelles et par son contenu politique, il peut être un levier d'action pour les classes populaires.

1) Le rap français, un outil pour penser les situations conflictuelles

Lors de son concert à la MC2 de Grenoble les 15 et 16 mai 2012, Kery James avait pu faire l'objet de polémiques⁽⁶⁾, notamment autour de son titre *Lettre à la République*. Les militants d'extrême droite du Bloc identitaire avaient tenté de faire interdire son concert

au motif qu'il favoriserait dans ses textes un « racisme anti-blanc » lorsqu'il énonce l'idée suivante : « *La République n'est innocente que dans vos songes / Et vous n'avez les mains blanches que dans vos mensonges. Nous les Arabes et les Noirs / On n'est pas là par hasard. Toute arrivée a son départ !* » (2012).

Les paroles de l'artiste sont pourtant à replacer dans un contexte historique lié à l'époque coloniale. En se saisissant des situations de domination dont souffrent aujourd'hui les Français issus de l'immigration post-coloniale, Kery James réinterroge notre rapport à l'esclavage, au colonialisme et plus généralement à la construction de notre État-Nation. Il ouvre des espaces de débats permettant la confrontation des idées et des intérêts de chacun nécessaire à toute démocratie. Alors que nous avons tendance à rejeter le conflit au motif que l'on souhaite tendre vers une société idéale qui serait pacifiée, nous effaçons en même temps tous les signes d'une diversité, au risque de produire réellement de la violence. En cela, « *le conflit n'est pas nécessairement l'expression brutale et coûteuse d'incompatibilités, mais un processus normal par lequel des différences précieuses pour la société s'affirment et font progresser tous ceux qui sont concernés*⁽⁷⁾ ». Le rap français par ses écrits souvent conflictuels et provocateurs nous permet donc de nous questionner sur des phénomènes sociaux et de déconstruire nos représentations. Certains textes, en analysant historiquement les causes structurelles d'une situation conflictuelle, ne permettent-ils pas finalement d'agir dessus ?

Sorti en 2005, le titre *Jihad* de Médine a pour intérêt de rétablir la sémantique de ce terme tout en questionnant en parallèle notre rapport à la guerre. Issu du verbe « *ijtihad* » signifiant en arabe « fournir un effort⁽⁸⁾ », le jihad relève du combat mais d'un combat particulier, puisqu'il s'agit de celui que l'homme doit mener pour se perfectionner et s'améliorer dans le droit chemin de Dieu. Pour rendre compte de cet « *effort d'élévation spirituelle*⁽⁹⁾ », Médine reprend la célèbre phrase annoncée par le prophète Mahomet pour intituler son album : « *le plus grand combat est contre soi-même* ». Le titre s'attache également à relativiser l'image guerrière du musulman barbu qui s'engagerait auprès de l'État Islamique, en dénonçant une culture de la guerre et de l'armement occidentale construite sur des mythes fondateurs, violents et sanguinaires : « *L'important c'est de participer / moi je crois bien n'avoir jamais joué à la paix. Une marguerite sur nos fusils à pompe / On déteste les armes mais les fabrique en grand nombre.* » (2005). Cinq minutes suffisent à l'artiste pour retracer l'histoire, d'Hercule contre Centaure à Moussa contre Pharaon, d'Alexandre le Grand à Guillaume le Conquérant, pour nous montrer que

« *depuis le fond de nos entrailles à la guerre nous sommes initiés*⁽¹⁰⁾ ». Il pose ainsi clairement la question du pouvoir qui s'exerce à travers la guerre depuis le fondement de nos sociétés. Mais comment la mise en visibilité d'un sujet aussi conflictuel est-elle perçue dans l'espace public ?

Avec ses albums *11 septembre* (2004) et *Jihad* (2005), Médine s'est vu accuser « *d'avoir débuté dans la carrière en faisant l'apologie musicale des attentats du 11 septembre et de Ben Laden* » par Alain Finkielkraut⁽¹¹⁾. Un article du magazine *Marianne* présente Médine comme « *un étrange artiste, à la pensée pour le moins complexe, jouant de toutes les ambiguïtés, de toutes les provocations au prétexte, de mieux les démonter et les dénoncer*⁽¹²⁾ ». En se positionnant en opposition vis-à-vis du discours dominant sur les sujets d'actualités, Médine propulse directement une dynamique conflictuelle ouvrant ainsi des espaces de discussion. Il ne veut pas avoir un discours qui séduit mais qui dérange et explique dans une interview pour la revue *Ballast* : « *Je ne veux pas être un « artiste » qui ne répondrait de rien. Ce n'est pas être aux antipodes : c'est une cohérence. Car la provocation (en nombre) amène à la réflexion (en nombre). Ça peut sembler incompatible, de l'extérieur, mais je crois que j'ai toujours avancé comme ça. Et si certains s'arrêtent aux provocations, tant pis pour eux !*⁽¹³⁾ ».

Karim Hammou souligne dans *Une histoire du rap en France* que ce genre musical a commencé à devenir problématique, dès lors qu'il a cessé d'être confidentiel par sa médiatisation, en ce qu'il contribue à faire évoluer les représentations sociales : « *les rappeurs ont converti l'assignation de leurs pratiques aux banlieues en un moyen d'existence publique relayant des expériences, des sentiments, des points de vue qui n'avaient guère ou pas le droit de cité auparavant*⁽¹⁴⁾ ». C'est ce que dit également Médine : « *Chaque fois que je parle j'ai des articles à charge / La liberté d'expression ce n'est pas que pour Charb.* » (2015)⁽¹⁵⁾

2) Rap et politique : un levier d'action pour les classes populaires ?

À mesure que les formes traditionnelles d'engagement politique déclinent, incarnées par les syndicats et les partis politiques, d'autres alternatives plus ciblées et personnalisées se développent, en particulier au niveau local. Si le politique se définit comme « *la capacité d'agentivité (agency) et de délibération dans des situations de vrais choix collectifs ou sociaux*⁽¹⁶⁾ » et que les rappeurs à travers leurs textes expriment « *de l'exaspération, de la frustration, de l'irritation ou même de l'approbation envers les processus politiques formels*⁽¹⁷⁾ »,

nous pouvons alors appréhender le rap français comme une forme de participation politique. Dès lors, en quoi ce dernier est un outil intéressant pour (re)politiser un public qui ne semble plus croire en la politique ?

Les textes de Kery James et de Médine comportent un message, plus ou moins explicitement politique qui nous amènent à réfléchir, à discuter, voir même à se mobiliser. *Besoin de résolution* (2005), *Besoin de révolution* (2008) et *Besoin d'évolution* (2013) sont trois titres de Médine qui s'insèrent directement dans un discours d'action où « *l'argumentation devient le critère d'évaluation du rap dès lors qu'il y est question de politique*⁽¹⁸⁾ ». Quand l'artiste dit : « *Besoin de changer les belles paroles en de belles actions / Besoin de tourner les paraboles de nos cœurs vers la réflexion. Besoin de changer l'état du peuple et l'état de sa condition / Besoin de construire des écoles pour mieux démolir des prisons* » (2013), il incite son auditoire à s'informer, s'instruire mais aussi à se mobiliser pour faire porter ses revendications.

Partant du constat que l'école joue un rôle important dans la reproduction des inégalités sociales⁽¹⁹⁾, où les enfants des familles populaires sont sous représentés dans l'enseignement secondaire, Médine s'attache à développer un savoir autre à travers ses nombreuses références historiques et littéraires. Son titre *17 octobre*⁽²⁰⁾, en référence aux massacres perpétrés lors de la manifestation pacifique des Algériens de France en 1961, est d'ailleurs désormais présent dans la nouvelle édition de la collection Nathan des manuels d'histoire scolaire à destination des classes de terminale. Pour l'auteur, le rap reste « *le meilleur moyen pour délivrer un message à toute notre jeunesse [...], c'est la musique numéro 1 chez les jeunes. Pourquoi gâcher cet impact ? Pourquoi ne pas vouloir améliorer le quotidien ?*⁽²¹⁾ » Il utilise alors ce style musical comme un art engagé pour sensibiliser et conscientiser son auditoire aux sujets de société, en regrettant qu'aujourd'hui celui-ci soit de plus en plus dans la compétition et « *l'égotrip*⁽²²⁾ ».

Il en est de même pour Kery James dans *Banlieusards*, qui en plus de faire état de la situation actuelle des jeunes de « banlieues » lance un message d'espoir à travers un texte fédérateur : « *On n'est pas condamné à l'échec, voilà l'chant des combattants / Banlieusard et fier de l'être, j'ai écrit l'hymne des battants / Ceux qui n'font pas toujours ce qu'on attend d'eux / Qui ne disent pas toujours ce que l'on veut entendre d'eux / Parce que la vie est un combat / Pour ceux d'en haut comme ceux d'en bas / Si tu n'acceptes pas ça c'est que t'es qu'un lâche / Lève toi et marche !* » (2008) Pour passer du discours à l'action, Kery James lance un projet de financement de bourses d'études, pour aider

des jeunes dans leurs études supérieures en reversant une partie de son cachet lors de son « A.C.E.S tour » (Apprendre, Comprendre, Entreprendre et Servir). Sur la base d'un appel à projet, certaines personnes seront sélectionnées et pourront recevoir la « bourse KJ⁽²³⁾ ». Même s'il questionne le discours dominant, ce dernier soutient les valeurs de réussite développées par la société capitaliste par les termes qu'il emploie et les actions qu'il met en œuvre. Ceci explique en partie pourquoi d'une manière générale, Kery James représente la partie audible du rap français et suscite une certaine forme d'admiration par les pouvoirs publics et les médias.

Pour conclure

Par sa critique d'un ordre dominant post-colonialiste et socio-économique, le rap français propose une analyse constructive des situations conflictuelles d'aujourd'hui. Il donne des outils et des clés de lecture à un auditoire, souvent jeune et issu des classes populaires, pour comprendre le monde et impulser des actions de proximité au quotidien. Médine et Kery James sont deux rappers parmi d'autres, tout aussi légitimes, pris en exemple pour illustrer « *l'émergence de ce « citoyen moins respectueux des pouvoirs institués et des élites », qui n'hésite pas à « explorer les voies de l'engagement protestataire », en un mot « ce citoyen inquiet et imprévisible d'une démocratie toujours conflictuelle*⁽²⁴⁾ ».

Cependant, on remarque à travers ces deux artistes que le rap peut être utilisé politiquement de façon différente. Par son attitude provocatrice, ses propos quelquefois dérangeants et son « flow⁽²⁵⁾ » saccadé pouvant paraître agressif, Médine utilise le rap comme un instrument de critique afin d'amener au débat, à la réflexion. A contrario, Kery James développe un discours qui se verrait plus pacifique et consensuel à travers un style calme et poétique, ce qui lui vaut souvent d'être qualifié de « poète noir » par les médias⁽²⁶⁾. Karim Hammou montre dans sa thèse, comment la figure du rappeur s'est « racialisée » à partir des années 90 autour d'une « légitimité paradoxale⁽²⁷⁾ ». Il existerait deux catégories qui peuvent s'illustrer à travers Médine et Kery James soit, « *les « gentils », des artistes qui proviennent des cités de banlieues et diffusent un discours positif plein d'espoir, tandis que les autres, les « méchants », sont également habitants des quartiers populaires qui, après avoir pénétré le milieu artistique, propagent des appels à la révolte, ne serait-ce qu'une rébellion intellectuelle*⁽²⁸⁾ ». Le rap français peut alors s'étudier comme un objet ambivalent : il est à la fois produit par la société pour conscientiser et rendre « citoyens » les jeunes des quartiers populaires, tout en étant maintenu au rang de musique marginale, associée aux maux des banlieues dans une forme « *d'exotisme anthropologique*⁽²⁹⁾ ».

- Discographie :** 2015 : Médine, Track 4 - Speaker Corner, Album « Démineur », Din Records
 2015 : Médine, Track 10 - Démineur, Album « Démineur », Din Records
 2013 : Médine, Track 12 – Besoin d'évolution, Album « Protest song », Din Records
 2012 : Kery James, Track 13 – Lettre à la République, Album « 92.2012 », Silène
 2008 : Kery James, Track 7 – Banlieusards, Album « À l'ombre du show business », Up Music
 2008 : Médine, Track 12 – Besoin de révolution, Album « Arabian Panther », Din Records
 2006 : Médine, Track 6 – 17 octobre, Album « Table d'écoute », Din Records
 2005 : Médine, Track 13 - Jihad, Album « Jihad », Din Records
 2005 : Médine, Track 6 – Besoin de résolution, Album « Jihad », Din Records

- (1) Médine, Track 10 – Démineur, Album « Démineur », Din Records, 2015
- (2) Frédéric LORDON dans « Ce que nous pouvons » article du Monde diplomatique, en date du 30 novembre 2015, montre à quel point le corps social, soit le peuple, est en proie à la dépossession tout en ayant contribué de fait aux structures de la dépossession. Le corps politique de notre société aurait atteint un seuil extrêmement élevé de ce qui nous affecte : « À la fin des fins, si le corps politique d'aujourd'hui ne se lève pas dans un élan outragé, c'est que ses propres seuils de l'outrage se sont dramatiquement déplacés, qu'il en faut de plus en plus pour lui soulever une oreille, de cette surdité qui fait la joie des gouvernants abuseurs, littéralement déchaînés – puisqu'ils n'ont d'autres chaînes que nous. » En ligne : <http://blog.mondediplo.net/2015-11-30-Ce-que-nous-pouvons>
- (3) Les travaux de Modus Operandi s'inscrivent dans cette analyse du conflit. Pour plus d'informations voir Karine GATELIER, « La transformation politique des conflits pour sortir de la violence » In Gabriel WACKERMANN, Géographie des conflits non armés, Paris, Ellipses, 2011, p. 52
- (4) Karim HAMMOU, Une histoire du rap en France, Paris, La Découverte, 2012, p. 9
- (5) Le rap « conscient » se distingue d'un rap plus « commercial », par ses textes politisés et engagés socialement.
- (6) Pour plus d'informations voir l'article « « Lettre à la République », Kery James répond aux accusations », Politis, le 15 mai 2012, en ligne : <http://www.politis.fr/Lettre-a-la-Republique-Kery-James.18314.html>
- (7) FOLLETT, 1924, p. 300 In Marc MOUSLI, « Éloge du conflit. Mary Parker Follett et le conflit constructif », Négociations 2/2005 (no 4), pp. 21-33
- (8) Tahar BEN JELLOUN, L'Islam expliqué aux enfants (et à leurs parents), Paris, Seuil, 2012, p. 132
- (9) Nabil MOULINE, « Genèse du djihadisme », Le Monde diplomatique, décembre 2015, n° 741, p. 1
- (10) Médine, Track 13 – Jihad, Album « Jihad », Din Records, 2005
- (11) Voir l'interview d'Alain Finkielkraut au début du titre Reboot de Médine sorti en 2015.
- (12) Loïc LE CLERC, « Médine : l'étrange invite de la Fête de l'Humanité », Marianne, 27 septembre 2014, en ligne : http://www.marianne.net/Medine-l-etrange-invite-de-la-Fete-de-l-Humanite_a241577.html
- (13) « Médine : « Faire cause commune » », Revue Ballast, 29 septembre 2015, en ligne : <http://www.revue-ballast.fr/medine-faire-cause-commune/>
- (14) Karim HAMMOU, op. cit., p. 258
- (15) Médine, Track 4 – Speaker Corner, Album « Démineur », 2015
- (16) Colin HAY, Why we hate politics, Cambridge, Polity, 2007, p. 65.
- (17) Ibid p. 75
- (18) Anthony PECQUEUX, Voix du rap. Essai de sociologie de l'action musicale, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 36.
- (19) Vincent TROGER, « Bourdieu et l'école : la démocratisation désenchantée », Sciences Humaines, mis à jour le 2/11/15, en ligne : http://www.scienceshumaines.com/bourdieu-et-l-ecole-la-democratisation-desenchantee_fr_14187.html
- (20) Médine, Track 6 – 17 octobre, Album « Table d'écoute », Din Records, 2006.
- (21) « Médine : « Faire cause commune » », Revue Ballast, op. cit.
- (22) On compte différentes catégories au sein du rap français : le rap « conscient », celui sur lequel repose notre étude, le rap « égotrip », centré sur des exercices de style ayant pour objectif de se vanter bien souvent en rabaisant les autres rappeurs ainsi que le rap « commercial » ou le rap « game », celui qui divertit sans remettre en cause un système dominant.
- (23) <http://www.centrecharliechaplin.com/saison-2015-2016/kery-james/tournee-solidaire-aces>
- (24) Pascal PERRINEAU, « Les renouveaux de l'action politique », Vingtième siècle revue d'histoire, 60, 1998, pp. 112-117 In Pierre-Alain CLÉMENT, « La signification du politique dans le rap », Cultures & Conflits [En ligne], 97 | printemps 2015, mis en ligne le 30 juillet 2016, consulté le 25 août 2015. URL : <http://conflits.revues.org/18972>
- (25) Le « flow » correspond aux rythmes et aux rimes des paroles d'un titre de rap.
- (26) Nous pouvons par la même occasion nous questionner sur la catégorie de « poète noir ». Y a-t-il une différence entre les poètes suivant leur couleur de peau ? Existe-t-il une poésie blanche et une poésie noire ? N'y a-t-il pas tout simplement de la poésie et des poètes ?
- (27) Karim HAMMOU qualifie « d'illégitimité paradoxale » la situation actuelle du rap en France. À la fois valorisé par les pouvoirs publics et les médias comme un moyen d'expression pour les jeunes de banlieues, le rap est également perçu comme « une sous culture d'analphabètes » pour reprendre la phrase du chroniqueur Éric Zemmour.
- (28) Laurent BÉRU, « Le rap français, un produit musical postcolonial ? », Volume ! [En ligne], 6 : 1-2 | 2009, mis en ligne le 15 octobre 2011, consulté le 13 décembre 2015. URL : <http://volume.revues.org/221>
- (29) Karim HAMMOU, op. cit., pp. 74-80

Herrick Mouafo Djontu

Quand les mots nous possèdent, nous obsèdent et tentent d'expliquer un phénomène

« Le post attentat du 13 novembre n'a pas révélé autant d'actes et de propos islamophobes comme après celui du 7 janvier. Cependant, je n'arrive toujours pas à comprendre pourquoi après un attentat on demande aux Français de confession musulmane de venir s'expliquer ou se justifier ». Et de poursuivre, à la suite d'une autre question l'invitant à préciser sa pensée sur la présence post-attentat des Français de confession musulmanes sur les plateaux de télévision, « tu sais, on les invite la plupart du temps à venir dire qu'ils condamnent les attentats, ce qui est normal, et non comme des citoyens comme tous les autres qui viennent expliquer des actes barbares commis par des fous ». Les propos de ce citoyen français ont reçu les ovations de tous ceux qui étaient autour de lui.

Après les attentats du 7 janvier et du 13 novembre 2015, une antenne a occupé l'espace public : « évitons, évitez les amalgames ». Une question nous vient alors à l'esprit : qu'est ce qui contribue à alimenter ou à entretenir les amalgames ?

Pour tenter d'y apporter une réponse et suivant les déclarations de ce jeune citoyen français, cité ci-dessus, qui fait référence aux médias, on a également choisi quelques événements traités par les médias.

1) Le crash de l'A320 de la Germanwings.

Lors de sa conférence de presse, à la suite du crash de l'A320 de la Germanwings, le Procureur de Marseille, Brice Robin, répondant à la question d'un journaliste sur les origines ethniques du co-pilote, dit « il est de nationalité allemande, j'ignore son origine ethnique... il est de nationalité allemande, point, et il n'est pas répertorié comme terroriste, si c'est ça que vous voulez dire... rien ne permet de dire qu'il s'agit d'un attentat terroriste »⁽¹⁾ et certains journalistes d'insister sur « le nom complet du co-pilote et sa religion ».

Sur Europe 1, Jean-Pierre Elkabbach dans une interview avec Alain Vidalies, le Secrétaire aux Transports, pose entre autres questions : « Parmi les 144 passagers victimes de cette catastrophe, il y a 67 Allemands, 45 Espagnols c'est-à-dire 122, qui sont les 32 autres... comment se fait-il qu'il y avait le nom des passagers et pas leurs nationalités... dans les noms que vous avez des passagers, il n'y a pas d'endroit où on pourrait soupçonner qu'ils sont en mission suicidaire »⁽²⁾.

2) Interview de l'Imam Mohamed Bajrafil par Vanessa Burggraf sur France 24⁽³⁾

Au lendemain des attentats du 13 novembre, l'Imam Mohamed Bajrafil a été invité sur le plateau du journal de France 24 par Vanessa Burggraf.

Question de la journaliste : « Vous, par exemple, en tant qu'Imam, certains disent voilà, ceux qui connaissent le Coran, on ne peut pas vivre en faisant une lecture littérale du Coran, c'est pas adapté à notre époque, à notre civilisation, est-ce que vous lorsque vous faites des prêches lorsque vous rencontrez vos fidèles, vous leur dites voilà ce que dit l'Islam, on peut peut-être s'adapter afin de ne pas se plier complètement à toutes les règles de l'Islam littérale qu'on trouve dans le Coran, il y a aussi les valeurs de la République, est-ce que vous expliquez ça à vos fidèles ? ».

La réponse de l'Imam : « Vous savez madame, lorsqu'on parle on n'a pas souvent l'impression d'être entendu. Je l'ai dit dans les colonnes d'un journal français, je le citerais *Nouvel Obs*, **la France appliquait plus la Charia que tous les autres pays musulmans...** ».

La journaliste interrompt l'Imam : « Est-ce que vous n'allez pas un peu fort, pardonnez-moi, on ne lapide pas en France, on ne fouette pas... ».

L'Imam reprend la parole : « C'est parce que vous êtes mal informée madame et c'est ce qui est regrettable dans tout cela, je m'en porte responsable comme beaucoup parmi les personnes qui font que justement on comprend mal l'Islam. **L'Islam vise cinq objectifs madame... C'est le droit de croire ou de ne pas croire, le droit à la vie, le droit à la propriété privée, le droit d'être intelligent et le droit à la succession de l'espèce.** Ces cinq objectifs sont les objectifs de ce que l'on appelle Charia. Charia ce n'est pas lapider des gens. C'est autre chose. C'est un point de jurisprudence sur un million deux cent mille questions de droit musulman et on a voulu aujourd'hui, parce qu'il y a des actes barbares qui sont commis par des fous qu'il faut appeler ainsi, réduire la charia à la lapidation et c'est ça. Sincèrement je vous pose la question si c'est les cinq finalités de l'Islam, dites-moi un pays qui se veut musulman qui les respecte ou qui veut les atteindre autant que la France, je vous dis qu'il n'y en a pas un seul. Sauf que, encore une fois, quand on parle, on dit les choses, des fois on a l'impression qu'on ne veut pas nous entendre et au

fond, on ne veut entendre que ce qu'on a envie d'entendre et voyez-vous, vous me dites que charia c'est lapider parce que, encore une fois, les choses vous ont été mal présentées et malheureusement vous n'êtes pas allée chercher l'information là où il faudrait ».

Nous allons nous appuyer sur ces deux faits médiatiques pour tenter d'apporter une réponse à ce qui pourrait nourrir les amalgames.

Origine ethnique, religion, territoire et identité face à l'analyse d'une situation donnée

Pour tenter de comprendre le crash de la Germanwings les journalistes ont voulu savoir, entre autres : l'origine ethnique et la religion du co-pilote (Conférence du Procureur de la République) et si les passagers venaient d'« *endroits dont on pourrait soupçonner qu'ils sont en mission suicidaire* » (Interview Europe 1). De ces éléments, on pourrait faire quelques conjectures en nous posant les questions ci-après :

- 1 ▪ L'origine ethnique et la religion peuvent-elles constituer des données d'analyse pertinentes ? En d'autres termes, en quoi l'origine ethnique et la religion peuvent-elles nous aider à appréhender une situation donnée ?
- 2 ▪ Existe-il des endroits ou des pays où ceux qui vivent pourraient être soupçonnés d'être en mission suicidaire ?

Les questions des journalistes sur l'origine ethnique et la religion du co-pilote interpellent. Par ces questions les journalistes tentent de noyer la singularité d'action d'un individu porté par son délire dans une identité collective qui se veut homogénéisante et dont l'imaginaire l'appréhende comme rationnel. L'homogénéisation nie à l'individu le droit de penser par lui-même puisqu'il est logé et classé suivant une identité fixiste. Cette notion d'identité, très souvent convoquée dans l'espace public, tant par les journalistes que par les politiques a tendance comme le dit Brubaker Rogers, « *à signifier trop (lorsqu'elle est entendue dans un sens fort), trop peu (lorsqu'à l'inverse elle est comprise dans un sens faible), ou même rien du tout (du fait de son ambiguïté)*⁽⁴⁾ ». En recherchant donc l'origine ethnique et la religion du co-pilote pour tenter de comprendre le crash, on recherche ce qui s'apparenterait à l'identité fixiste du co-pilote. Comme si, pour reprendre Amin Maalouf, il existait « *des identités meurtrières* » ou encore des endroits où ceux qui vivent pourraient être en missions suicidaires. L'identité serait employée ici de façon très réifiante. En outre, cette notion d'identité donne du grain à moudre à la statistique qui ne connaît que calculer et mettre en tableau des données à partir desquelles on pense comprendre la complexité d'une société.

Et pourtant, en nous référant aux trajectoires individuelles, on en vient à déceler que l'individu n'est pas prisonnier

d'une identité, qu'il regorge d'un « faisceau d'identifications » qu'il utilise suivant ses intérêts. Identification au sens de Rogers Brubaker, car, elle implique un processus (et non un état) toujours incertain⁽⁵⁾. Elle n'est donc pas fixe, car ceci participe à entretenir l'amalgame. Elle est en perpétuelle évolution et épouse l'évolution métissée des sociétés contemporaines. De ce fait, la compréhension d'une situation devrait échapper à cette tendance de réductibilité du monde à des notions très ambiguës comme celle d'identité souvent prise comme vérité absolue laquelle sature l'espace public et conditionne les perceptions et les représentations.

Par ailleurs, ces espaces insaisissables dans ses détails et qui sont présentés comme des endroits où on pourrait soupçonner qu'ils regorgent de personnes susceptibles d'être en mission suicidaire, s'apparentent à des effigies médiatisées qui irriguent l'imaginaire collectif. « Syrie ». Qu'avez-vous imaginé en lisant ce mot ? Très souvent, on pense à terrorisme, Jihad, Daech... comme on peut le lire, par exemple, dans le journal l'Express « *Le Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI), cofondé en 2014 par la sociologue Dounia Bouzar, suit à la demande de leurs familles et sous l'égide du ministère de l'Intérieur 1054 jeunes, au degré d'embrigadement variable. Parmi eux, Dounia Bouzar et son équipe ont isolé un échantillon particulièrement significatif : celui des 234 mineurs et jeunes majeurs ayant préparé leur départ pour la Syrie sur Internet et/ou qui ont été arrêtés à la frontière par la police, après que leurs proches aient signalé leur départ. Ces garçons et filles ont été directement suivis pour désembrigadement par le CPDSI, qui peut donc en dresser un portrait relativement détaillé*⁽⁶⁾ ». En nous référant à la carte ci-dessous, on observe que toute la Syrie n'est pas sous occupation de Daech. Et en faisant fi du détail et de la précision dans le choix des mots que nous mobilisons pour nommer les choses on participe, dans une certaine mesure, à construire l'imaginaire de ces personnes qui nous lisent et/ou qui nous écoutent. Comme l'écrit Jean Viard, « *ce qui fait territoire pour beaucoup est comme un ensemble de bribes d'espaces unies par des trajets rituels sans arrêts*⁽⁷⁾ ». La réalité localisée et omniprésente est différemment traduite par les mots que nous mobilisons. De fait, ce qui est présenté comme réalité est le fruit d'une œuvre⁽⁸⁾ façonnée par l'imaginaire. Le lointain (la Syrie) ou la peur horizontale comme le rappellent Corey Robin⁽⁹⁾ et Patrick Bucheron⁽¹⁰⁾ devient si proche de nous qu'il forge très souvent notre expertise fictionnelle dont la seule source d'enquête se trouve être les médias.

Sans toutefois nier l'insécurité du fait du conflit, les habitants de Damas qui vivent dans un calme certes relatif ne peuvent pas être logés à la même enseigne que ceux d'Alep ou de Raqqa. Un reportage⁽¹¹⁾ diffusé sur France 2 le dimanche 13 décembre 2015 nous montre comment les populations de la Ville de Damas vivent avec ce conflit. Au lycée français

Charles-de-Gaulle de Damas, les élèves s'abreuvent de la philosophie d'Epicure avec leur professeur de philosophie, Jean-Yves, de nationalité française.



Les territoires contrôlés par l'État Islamique
© Ouest-France

Quand l'imaginaire et la fiction sont considérés comme une pratique produisant la réalité

En regardant l'interview de l'Imam sur France 24 retranscrit ci-dessus, j'ai immédiatement pensé à ce citoyen français dont les propos sont rapportés au début de ce texte sur la présence de ces compatriotes de confession musulmanes sur les plateaux de télévision après un attentat. On constate dans cette interview que le mot charia a tendance à posséder la journaliste. « *La pire chose qu'on puisse faire avec les mots* », écrivait George Orwell *il y a un demi-siècle* « *c'est de capituler devant eux* ». Si la langue doit être « *un instrument pour exprimer, et non pour dissimuler ou faire obstacle à la pensée* », poursuit-il, « *[on doit laisser] le sens choisir les mots et non l'inverse*⁽¹²⁾ ».

Quand ce sont les mots qui nous saisissent, notre imaginaire se voit renforcé et laisse libre cours aux préjugés. La définition que donne la journaliste de « charia »⁽¹³⁾ qui ne la réduit qu'à ce qu'on a coutume d'entendre comme lapidation... montre, dans une certaine mesure, la difficulté que l'on peut avoir à nous approprier le sens profond d'un mot. Tout ceci participe à entretenir la confusion dans l'espace public en assimilant violence et religion musulmane. Il en est de même de cet autre mot « salafisme »⁽¹⁴⁾. L'exemple de ces deux *Youtubeurs* néerlandais⁽¹⁵⁾ est assez parlant. En effet, deux *Youtubeurs* décident de mener une petite expérience sociologique en lisant des passages de la Bible à des passants en leur faisant croire qu'il s'agit du Coran. Le but, souligner les préjugés, parfois inconscients, que l'on peut nourrir à l'égard des religions. Ils choisissent les passages ci-après : « *Je ne permets pas à la femme d'enseigner, ni de prendre de l'autorité sur l'homme.* » (Timothée 2 :12) ou encore « *Si un homme couche avec un homme comme on couche avec une femme, ils ont fait*

tous deux une chose abominable, ils seront punis de mort. » (Lévitique 20 :13)

Les passants sont ensuite invités à donner leur réaction sur ce qu'ils imaginent être des extraits du Coran. « *Pour moi, on dirait qu'ils veulent vous forcer à croire ce en quoi ils croient* », affirme l'un d'entre eux. « *Comment quelqu'un peut-il croire à ça ?, [s'exclame une femme], impossible pour moi !* ».

À la question : quelle différence majeure trouvez-vous entre la Bible et le Coran ?, une grande partie des interrogés répond alors trouver le Coran plus agressif que la Bible. C'est donc avec une surprise non dissimulée que les passants interrogés découvrent qu'en réalité les extraits sur lesquels ils ont réagi venaient en fait de la Bible. « *Ce sont des préjugés, avoue l'un d'eux, j'essaie de ne pas en avoir, mais visiblement j'en ai. C'est inconscient* ». On pourrait conclure avec Farhad Khosrokhavar que l'Islam est, pour la grande majorité, une religion non européenne⁽¹⁶⁾ et que l'image que semble renvoyer les médias est qu'elle fait corps avec la violence.

Il semble donc que les mots utilisés par les médias et les politiques pour désigner l'ennemi créent une sorte de flou artistique. En cherchant à désigner absolument l'ennemi, cela participe dans une certaine mesure à apaiser les peurs et recrée ou renforce la cohésion nationale. On a ainsi pu l'observer au lendemain des attentats du 11 septembre. L'Irak a été désigné comme le territoire à « exorciser » de ses « démons » et Saddam Hussein comme le démon en chef à abattre. Pour mener cette expédition punitive et se rassurer d'un contrôle total sur les populations, le gouvernement du Président Bush va adopter le « *patriot act* », lequel a mis entre parenthèse les droits des citoyens. Cette forme de nouvelle « *gouvernementalité* » moderne qui tente de répondre aux mouvements « terroristes »⁽¹⁷⁾ se caractérise par un pouvoir pastoral bienfaisant⁽¹⁸⁾.

Par ailleurs, ce qui s'apparente à la différence de ce qui a été érigé en modèle absolu a du mal à être compris et même aimé. La tendance est, souvent, de se laisser porter par un regard nostalgique qui idéalise le passé et trouve dans ce passé l'identité qu'on s'empresse de revendiquer. En nous plongeant dans l'histoire de France, on remarque que cette appellation est le nom de l'envahisseur. Ce dernier imposera sa langue (le français) aux dominés et bannira dans le même temps les langues parlées par les dominés. D'ailleurs, on note aujourd'hui une volonté de réveil de ces langues bannies. À Toulouse, par exemple, l'Occitan est une des langues que l'on entend lorsqu'on emprunte les transports en commun.

Dans ce qui s'apparente à une difficulté à appréhender la différence dans toute sa complexité, « *la peur du futur est*

à la mesure de cette dévotion au passé qui est une autre manière de dire notre difficulté à désirer et comprendre ce monde résolument technique et marchand où la circulation s'accélère sans cesse »⁽¹⁹⁾. Cette peur du futur, pour ceux qui l'ont, a tendance à les soumettre aux pouvoirs des « mots valises » ou des « mots fourre-tout ». La conséquence étant que ces personnes se trouvent être à la recherche d'une autorité qui pourra apaiser cette peur. Pour un gouvernement et les médias qui veulent apaiser les peurs, il faut qu'ils s'empressent de désigner un ennemi et pourquoi pas d'inventer un adversaire, une pratique... à combattre, car la peur repose sur l'inquiétude.

Il serait peut-être utile pour le champ politique de repenser son rapport à l'espace et au temps dans cette société mondialisée par des archipels individualisés et échapper à cette obsession de « Désigner l'ennemi, le qualifier pour le disqualifier : vieille question du politique. », tout en abandonnant ce réflexe pavlovien qui est « lorsqu'on ne



source : murblanc.org

sait pas encore nommer ce que l'on commence à craindre, est d'employer des noms du passé »⁽²⁰⁾.

Pour finir, les propos de cette parisienne, Danielle, à la suite des attentats du 13 novembre, sont riches de sens. Elle invitait tous les Français à « fraterniser avec les 5 millions de Musulmans (...) et à se battre contre les 10 000 barbares qui tuent soi-disant au nom d'Allah »⁽²¹⁾.

- (1) <http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/crash-de-l-a320-conference-de-presse-du-procureur-de-la-republique-de-marseille-brice-robin-481649.html>
- (2) <http://www.europe1.fr/faits-divers/crash-a320-la-boite-noire-exploitee-des-ce-matin-2409055>
- (3) <https://www.facebook.com/musulmanesyislam/videos/1282461665113337/?theater>
- (4) Brubaker Rogers, Junqua Frédéric. *Au-delà de L'«identité»*. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 139, septembre 2001. L'exception américaine(2) p. 65
- (5) Martina Avanza et Gilles Laferté, «Dépasser la construction des identités»? Identification, image sociale, appartenance. pp 134-152 ; voir également NOIRIEL, Gérard 1993. « L'identification des citoyens : naissance de l'état-civil républicain », Genèses, n° 13 : 3-28.
- (6) http://www.lexpress.fr/actualite/societe/religion/pourquoi-ces-francais-ont-voulu-partir-en-syrie_1743827.html
- (7) Jean Viard, *La société d'archipel, ou les territoires du village global*, Ed de L'aube, 1994. P 15
- (8) C. Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, Le Seuil, Paris, 1975, p 8
- (9) Corey Robin, *La peur : histoire d'une idée politique*, éd Armand Colin, 2006
- (10) Patrick Boucheron, *Conjurer la peur : Sienne, 1338. Essai sur la force politique des images*, éd. Le Seuil, 2013
- (11) http://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/video-13h15-syrie-quand-des-roquettes-tombent-pres-du-lycee-francais-de-damas_1217513.html
- (12) Citation tirée de « Politics and the English Language », George Orwell, *A Collection of Essays*, New York, Harcourt Brace, 1953, p. 169-170. Cité par Brubaker Rogers, Junqua Frédéric, *op cit*.
- (13) Le terme précis de charia n'apparaît d'ailleurs qu'une seule fois dans le texte coranique : « Nous t'avons mis sur une voie (sharī'a) selon un ordre ; suis-la, et ne suis pas les passions désordonnées de ceux qui ne savent pas » (XLV 18). Cité par Pierre LORY, Directeur d'études à l'EPHE, « Enseigner l'histoire de l'islam, La Charia » septembre 2007 p 1. Voir également Mohamed Abdouh et le cheikh Ben Achour qui s'intéressent aux buts de la charia, et non à sa substance présumée. Ces buts seraient la réalisation de l'intérêt général et en particulier le bonheur (sa'āda) des hommes. Yadh Ben Achour, *Normes, Foi et Loi, en particulier dans l'islam*, Tunis, Cérès éditions, 1993
- (14) « Leur mode d'organisation décentralisé et souple, leur défense de la version wahhabiste de l'islam, leurs apprêts vestimentaires, leur vision du monde fondée sur la ségrégation rigoureuse de l'homme et de la femme et leur rejet de tout compromis avec les idéaux modernes font d'eux des partisans par excellence de la version rigoriste de l'islam » cité par Farhad Khosrokhavar, *Radicalisation*, Ed de La Maison des Sciences de l'homme, Paris, novembre 2014. Pp 153-154
- (15) <https://fr.news.yahoo.com/experience-ils-reagissent-sur-des-extraits-de-la-bible-en-pensant-qu-il-s-agit-du-coran-091607765.html>
- (16) Farhad Khosrokhavar, *op cit*, p 13
- (17) En nous référant Conseil de sécurité, dans sa Résolution 1373 (2001) du 28 septembre qui a été prise sur le fondement du Chapitre VII de la Charte, le terrorisme renvoie à une « Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression ».
- (18) Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*, Michel Senellart (éd), François Ewald & Alessandro Fontana (dir), Paris, Gallimard/Édition du Seuil, 2004. Cité par Patrick Boucheron & Corey Robin, *L'exercice de la peur, usages politiques d'une émotion, débat présenté par Renaud Payre*. Ed Presses universitaires de Lyon, 2015. Pp 12-13
- (19) Jean Viard, *op cit*. pp 33-34
- (20) Renaud Payre, *op cit*, p 28
- (21) <http://www.leparisien.fr/faits-divers/attentats-a-paris-le-message-de-danielle-77-ans-seduit-les-internautes-17-11-2015-5285449.php>

Cyril Musila

Nouveaux conflits violents, nouvelles logiques

Depuis la fin de la guerre froide, les conflits armés n'arrêtent pas de changer de nature. D'interétatiques où ils se déroulaient entre des armées et des États, ils sont devenus intra-étatiques. Si le caractère interne est reconnu comme caractéristique principale de ces conflits post-guerre froide, force est de constater qu'ils sont devenus plus diversifiés⁽¹⁾. Mais la diversité de ces conflits internes s'est complexifiée à grande vitesse à tel point qu'on a à peine commencé à comprendre la nature d'un conflit qu'un second émerge et nous rend plus perplexes.

Cet article est le début d'une réflexion à la suite des attentats djihadistes qui ont endeuillé Paris en 2015. Elle essaie de faire le lien avec ce qu'on peut observer par ailleurs en Afrique, en particulier dans le bassin du Lac Tchad depuis un peu plus de deux décennies.

Le bassin de Lac Tchad : une violence vraiment nouvelle ?

La violence et l'insécurité dans le bassin du Lac Tchad s'inscrivent dans l'histoire ancienne de cette région. Des recherches menées en 2012⁽²⁾ dans l'Extrême Nord du Cameroun indiquaient que l'insécurité vécue à cette époque plutôt « calme » s'inscrivait dans l'histoire des dynamiques sociopolitiques et économiques de cette région à l'orée du Sahel qui couvre une partie du Cameroun, du Niger, du Nigeria, de la RCA et du Tchad. Elle se connectait aussi au Soudan. Elle prenait racine dans des pratiques de razzias pré-coloniales qui avaient une dimension d'économie parallèle quasi-légale⁽³⁾. Leur interdiction et la répression sous forme d'emprisonnement par la colonisation n'ont fait que les détourner ou les cacher en les rendant clandestines. La mutation de ce qui n'était alors que vol de bétail, en violence armée a eu lieu au cours de la décennie 70 avec les guerres civiles du Tchad et du Soudan. Des repris de justice, on était passé à des rebelles armés, et puis aux coupeurs de route dans les décennies 90 et 2000.

C'est de ce contexte que s'est nourri le radicalisme du groupe Boko-Haram au Nigeria. Fondé par Mohamed Yusuf en 2002 à Maiduguri, le groupe prône un islam radical et rigoriste avant de revendiquer une affiliation aux Talibans afghans et de s'associer aux thèses djihadistes d'Al-Qaeda et de l'État islamique. Au départ, ce groupe est constitué de jeunes diplômés désœuvrés, frustrés et désabusés qui ont d'abord contesté l'ordre politique établi avant de se réfugier dans des préceptes religieux d'une application rigoureuse et violente de la Charia.

La guerre contre Boko-Haram - devenu « État islamique en Afrique de l'Ouest » depuis 2015 — s'inscrit bien dans cette longue histoire de la violence. Elle en est une étape comme l'ont été les coupeurs de route ou les groupes rebelles menés par des personnalités qui sont devenues des hommes politiques. Le combattant actuel de l'État islamique en Afrique de l'Ouest a capitalisé cette histoire, des tournants intervenus au gré des dynamiques socio-politiques et économiques de la région. Il est une étape des cycles de transformation de la violence qui y a été vécue et accumulée. Synthèse de l'acteur ancien, il se nourrit du contexte actuel de la mondialisation, du djihad mondial de l'État islamique ou d'Al-Qaeda. Le changement de nom du groupe est un indicateur de cette adaptation mondiale qui implique l'appartenance à un réseau international plus large et l'accès à des ressources (finances, communication, exposition internationale) plus consistantes.

Comment comprenons-nous ce conflit d'aujourd'hui ? Il est certes déroutant. Quel sens lui donner ? Les attaques des villages, les enlèvements des jeunes filles, les attentats-suicides à la bombe dans les marchés, dans les gares routières, dans les églises ou les mosquées, etc. au Cameroun, au Niger, au Nigeria ou au Tchad créent un désarroi non seulement émotionnellement mais surtout dans nos capacités à nous les expliquer, à les analyser, à leur donner un sens. Il n'a rien de commun avec ce qu'on observait depuis le 19^e siècle. Les razzias avaient un objectif économique et servaient à reconstituer le bétail, leurs acteurs avaient un rôle que la société leur reconnaissait : ils défiaient une autorité qui était souvent jugée injuste. Les rebelles, quant à eux, poursuivaient un but politique. Ils attaquaient les régimes en place afin de les remplacer et d'en instaurer un autre à la place. Les coupeurs de route semaient la terreur sur des tronçons de route en s'attaquant



*Sources : AFP - NIGERIA-UNREST, photo sous licence CC Attribution 2.0 Generic \ Flickr, prise le 20 Mai 2014
Rescuers and residents gather at the charred scene following a bomb blast at Terminus market in the central city of Jos on May 20, 2014. Twin car bombings on Tuesday killed at least 46 in central Nigeria in the latest in a series of deadly blasts that will stoke fears about security despite international help in the fight against Boko Haram Islamists. AFP PHOTO / STR*

aux voyageurs dans l'objectif de les dépouiller de leurs biens. Que recherche Boko-Haram, « l'État islamique en Afrique de l'Ouest » au-delà de terroriser et de tuer ? Quel est le sens profond de ses actes ?

Si la motivation de départ était l'expression d'un désarroi, d'un désespoir profond et la mise en cause d'un modèle de société qui a échoué à donner des perspectives d'avenir à sa jeunesse, la folie de la violence et de la barbarie actuelle rend perplexe. Cette perplexité naît du fait que nos modèles d'analyse, nos schèmes de compréhension ne parviennent pas à extraire de cette violence une explication, un sens ou une valeur qu'on pourrait identifier dans l'encyclopédie des cultures produites par l'humanité. Dans sa nature et dans son ampleur, la violence de ce conflit n'est comparable à rien de connu dans le bassin du lac Tchad. Si tel est le cas, il est légitime de nous interroger sur la manière dont les États répondent à Boko-Haram, sur la portée des réactions des institutions.

Limites des moyens militaires

On a beaucoup critiqué les répressions et les actions militaires menées par l'armée nigérienne contre les attaques de plus en plus violentes de Boko-Haram. Au-delà de la combativité de l'armée nigérienne qui est mise en doute, c'est l'efficacité même de la réponse qui est mise à mal face à la nature d'un groupe qui n'est pas organisé comme une armée classique. Par ailleurs, aussitôt abattu par l'armée nigérienne en 2009, Mohamed Yusuf a été remplacé comme leader par Abubakar Shekau. Les difficultés éprouvées par la coalition des États qui s'est constituée pour mener la guerre contre Boko-Haram traduisent aussi cette perplexité quant aux réponses à apporter.

Tout comme le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) s'interrogeait au lendemain des attentats du 13 novembre 2015 à Paris sur la stratégie de bombardements de l'État islamique en Syrie et en Irak⁽⁴⁾, on peut se poser des questions similaires sur l'action militaire contre Boko-Haram. Il ne s'agit pas de mettre en doute le fait qu'elle soit nécessaire pour combattre un groupe ultra violent. Il est plutôt question de s'interroger sur la « sagesse et l'efficacité » de la stratégie adoptée.

Tout comme elle rend désuets nos schèmes d'analyse et de compréhension de cette violence, elle montre que la stratégie militaire seule est inadaptée devant un groupe mobile et qui se camoufle derrière des jeunes filles voilées pour commettre des attentas-suicides. La riposte militaire, bien qu'essentielle, ne convient pas ou ne suffit pas. Elle montre ses limites. Boko-Haram met les États devant un dilemme politique : combattre les combattants armés et ne pas tuer des civils (parmi lesquels se cachent des kamikazes).



Sources : Global Panorama, Boko Haram bombings, photo sous licence CC Attribution 2.0 Generic | Flickr, téléchargée le 31 Octobre 2014

Des réponses non militaires sont nécessaires. Mais lesquelles ? Elles sont d'abord locales ou régionales. La revendication de départ posée par des jeunes gens diplômés mais sans perspective dans cette partie nord aride et pauvre du Nigeria. Mohamed Yusuf et ses collègues diplômés ont commencé leur mouvement en déchirant et brûlant leurs diplômes qui ne leur ont pas procuré d'emploi ni de perspectives d'avenir dont rêve tout jeune diplômé. Et ils ont été rejoints par des jeunes exclus du système scolaire. Des politiciens ont instrumentalisé leur cause tandis que des officiers corrompus se sont servis des opérations militaires pour leur enrichissement personnel. Les réponses sont socio-économiques pour ouvrir des horizons à la jeunesse en termes d'éducation, d'emploi et de développement de cette zone. Car la pauvreté généralisée et la marginalisation constituent la niche sur laquelle Boko-Haram s'est construit. Politiquement, c'est contre la corruption et l'impunité que les États doivent s'employer afin de construire un autre modèle de société à proposer.

Des réponses internationales devraient accompagner ces efforts à déployer au niveau interne. Comment identifier, contrôler et mettre fin aux flux financiers internationaux qui financent Boko-Haram ? Et comment éviter la circulation des combattants étrangers afin qu'ils ne rejoignent les rangs de Boko-Haram ? Enfin comment contrôler l'usage des réseaux sociaux et d'internet afin que ces outils de communication ne soient pas ceux qui renforcent les capacités de violence de ce groupe ?

Voilà autant de défis pour les États dans un monde-village de la mondialisation. C'est également cela le désarroi dans lequel nous plonge les groupes comme Boko-Haram. La mondialisation joue un rôle dans sa mutation et dans la violence actuelle. Elle est une clé de compréhension de nouveaux conflits armés.

- (1) Irène Herrmann et Daniel Palmieri, « Les nouveaux conflits : une modernité archaïque ? » IRRC, March 2003, Vol.85, N°849.
- (2) Cyril Musila, « Insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du Lac Tchad », Notes de l'IFRI, Juillet 2012.
- (3) Issa Saïbou, « L'embuscade sur les routes des abords du lac Tchad », Politique Africaine n° 94, juin 2004
- (4) <http://www.sipri.org/media/blogs/writepeace/war-on-isis>

L'équipe modop présente une variété de ressources, sélectionnées pour les idées qu'elles contiennent

« **Scott Atran : L'homme qui a compris les terroristes** », l'invité des Matins sur France Culture

« *La contre-culture la plus dynamique en ce moment est l'État islamique.*

Il n'a pas encore une grande puissance matérielle mais il a la puissance spirituelle. »

Le 18 janvier, l'anthropologue américain Scott Atran était l'invité des Matins de France Culture, pour éclairer les questions suivantes : « Comment devient-on terroriste et comment peut-on cesser de l'être ? Quelle anthropologie du terrorisme s'écrit aujourd'hui et peut-elle permettre d'enrayer ce phénomène mondial en l'expliquant ? Sommes-nous prêts à comprendre les racines du terrorisme pour aller au-delà du seul esprit de revanche, ou bien faut-il comme, Manuel Valls, penser qu'expliquer le terrorisme, c'est déjà « un peu l'excuser » ? ».

Nous avons retranscrit une grande partie de l'entretien car il donne un avis complémentaire aux sujets abordés dans les articles, chaque fois en apportant un élément nouveau.

Scott Atran explique qu'aux marges de la société, dans les banlieues, les gens sont sensibles au message de Daech. « Prenons ces chiffres : 7% de la société française est musulmane et selon une lettre de Jack Lang (2012) elle représente deux tiers de la population carcérale. Dans ces milieux une idéologie révolutionnaire qui promeut gloire, aventure et bonheur est très attirante. (...) Nous savons que les groupes qui ont peu de pouvoir peuvent avoir un attachement idéologique quasi religieux, comme des mouvements transnationaux tels que le bolchevisme ou le national-socialisme. »

Caroline Fourest lui pose la question : « Contrairement à certains sociologues qui n'expliquent pas, leurs grilles de lecture sont bien trop réductrices pour ça et c'est bien leur problème, comment comprendre que le besoin de dépassement de l'individu, croire aux valeurs fortes et qui donnent du sens, ont de l'attraction dans le monde et pas uniquement dans les banlieues françaises ? »

Scott Atran : « *Nous croyons que l'esprit et la raison sont naturels mais en réalité la raison est l'esclave de la passion. Les mouvements qui unissent des gens sont des éruptions volcaniques de passion et d'émotion. Dans notre société nous avons du dédain pour la gloire et l'aventure. Au lieu de proposer une mission transcendante alternative, nous essayons de*



Crédit Scott Atran – France Culture

prêcher pour des choses comme la modération qui n'intéresse pas la jeunesse. Nous oublions que l'État islamique, malgré le fait que la plupart de notre propagande le décrit comme étant un mouvement cruel, barbare, brutal, et ce qu'il est en effet, est aussi un mouvement de profonde joie et de bonheur intimement lié aux sentiments de revanche. Il crée une forme de poésie et des rêves qui sont essentiels pour notre existence ».

« *Nous sommes face à une nouvelle situation.*

Les gens parlent d'un choc des civilisations. C'est complètement faux. Il s'agit d'un effondrement des cultures territoriales où la verticalisation de la communication entre anciens et jeunes a été brisée et où les jeunes regardent de façon collégiale de pair à pair. Il faut rentrer dans ces réseaux. Les parents ne savent absolument pas ce qui se passe avec leurs enfants. J'ai par ailleurs demandé au FBI « combien de gens avons-nous qui travaillent avec les jeunes ? » La réponse a été « aucune ».

Brice Couturier : « Quel est la responsabilité de l'Islam dans le terrorisme et le djihadisme ? Les jeunes qui font le djihad sont-ils ceux qui suivent un cursus religieux et ensuite deviennent violents ? »

Scott Atran : *Non, 80% de ceux qui rejoignent le djihad n'ont aucune éducation religieuse. Une éducation religieuse traditionnelle est même un contre-indicateur. Ils sont du renouveau, très jeunes, convertis venant de la chrétienté. Ils sont à un moment transitionnel dans leur vie, entre formations, entre boulots, ils ont quitté leur famille et ils sont à la recherche d'une nouvelle famille. C'est là où ils sont susceptibles de prendre la voie du djihad et de la violence.*

Question : « Ces jeunes sont-ils particulièrement humiliés, particulièrement frustrés socialement ? »

Scott Atran : *Certains le sont mais l'humiliation en soit est un autre indicateur négatif pour rejoindre le djihad. Par contre, pour ceux qui voient leur parents, leurs sœurs, humiliés, c'est tout autre chose. Je connais par exemple ce cas d'une jeune femme avec un hijab se promenant avec son frère sur le boulevard de la République quand elle rentre dans quelqu'un*

parce qu'elle ne faisait pas attention. La personne lui crache dessus et dit « sale Arabe ». Dans une discussion autour de la question pourquoi il a rejoint le djihad, le frère raconte toute l'histoire de la persécution des musulmans du Maroc jusqu'en Birmanie et je lui ai dit « et pourquoi tu l'as fait ? » « parce que maintenant le djihad existe ». Il a un pouvoir d'attraction, il y a très peu de recrutement.

Caroline Fourest : Quelque chose me donne l'impression qu'on prépare nous-mêmes la défaite. C'est le regard de certains intellectuels, de certains journalistes qui facilitent la propagande de l'idéologie totalitaire que nous avons en face en expliquant à longueur de journée que c'est notre faute, que c'est parce que nous opprimons les musulmans en Europe que nous avons du

djihadisme. Comment vous percevez ces discours-là et l'impact qu'ils peuvent avoir dans la bataille, dans cette absence de résistance justement [face au djihadisme] ?

Scott Altran : Les doléances économiques et sociales peuvent amener des gens à la détresse mais ça ne les amène pas au point d'un nouvel ordre moral. Ce qui fait la réussite d'une révolution n'est pas la rébellion, ce qui fait la réussite est qu'ils peuvent trouver une nouvelle réponse morale. Une fois que ça se produit, l'arrière plan importe peu. Il faut faire face à ce défi moral et social. Mais ça ne résoudra pas le problème de la Palestine, le problème des jeunes dans la banlieue. Je ne sais pas si c'est ça [la résolution de ces problèmes] qui va détruire l'État islamique.

Alain Badiou, Notre mal vient de plus loin. Penser les tueries du 13 novembre



*Notre mal vient de plus loin.
Penser les tueries du 13 novembre,
Alain Badiou, coll. Ouvertures,
éditions Fayard, 2016, 63 pages*

Ce court essai est la transcription d'un **séminaire exceptionnel**, donné le 23 novembre 2015 au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, dans lequel Alain Badiou propose une élucidation du crime de masse arrivé à Paris le 13 novembre. Elle est nécessaire pour éviter les risques auxquels expose la domination du sensible. Le premier de ces risques consiste à autoriser l'État à prendre des mesures aussi inutiles qu'inacceptables en sur-investissant les fonctions de la représentation symbolique au nom de l'unité nationale. Le second risque relève du renforcement des pulsions identitaires. Si on peut voir en cela une étape naturelle, elle ne doit pour autant pas nous priver de saisir la complexité dans laquelle se trouve la signification des mots « Français », « France » : elle n'est ni triviale ni évidente. Le risque de la tentation identitaire — restreindre l'espace du malheur que nous vivions à l'identité — ferait de la justice une vengeance ouvrant un cycle d'atrocités. Au contraire, nous devons penser à l'échelle de l'humanité toute entière. Enfin le dernier risque identifié serait de produire un effet démesuré, créant une « *passion telle qu'on ne pourra, à terme, plus distinguer entre ceux qui ont initié le crime et ceux qui l'ont subi* » (p12).

Cet essai apparaît particulièrement stimulant pour penser les tueries du 13 novembre car il prend du champ dans le tête-à-tête agressif et stérile qui oppose aujourd'hui le plus fréquemment des analyses verrouillées autour de l'islam et de la France. Cette pensée parcourt 7 étapes du raisonnement et rappelle que « *rien de ce que font les hommes n'est inintelligible* » (p13) :

- 1/ La structure objective du monde.
- 2/ Les effets majeurs sur les populations, leur diversité, leur enchevêtrement et leur subjectivité.

- 3/ Les subjectivités typiques ainsi créées.
- 4/ Les figures contemporaines du fascisme.
- 5/ L'événement lui-même dans ses différentes composantes : qui sont les tueurs.
- 6/ La réaction de l'État et le façonnage de l'opinion publique.
- 7/ Tentative de construire une pensée différente : vers le retour d'une politique d'émancipation disjointe du schéma du monde contemporain.

1/ La structure objective du monde

Elle est marquée par le triomphe du capitalisme mondialisé qui continue de s'étendre et de se concentrer d'autant plus que le contexte actuel ne permet pas du tout d'introduire des mesures régulatrices et de rééquilibrer dans ce capitalisme. On ne peut que constater la faiblesse des résistances au regard des destructions successives. On est ainsi passé de deux idées en conflit (communisme et capitalisme) à une. Et « *cette unicité est le point-clef du triomphe subjectif du capitalisme* » (p 24). Badiou nous replonge dans la pensée de Marx et nous rappelle qu'il avait vu, déjà, les États comme fondés de pouvoir du capital ; et c'est un fait que les grandes firmes ont la taille d'États moyens et que les États s'affaiblissent. Les nouvelles pratiques impériales conduisent à détruire les États plutôt que de s'y substituer ou de les corrompre – les zones de pillage non-étatisées en sont un exemple – ont des effets désastreux sur les populations.

2/ Les effets sur les populations

Les inégalités dans la répartition des ressources à l'échelle planétaire n'ont jamais été aussi creusées : 1 % de la population mondiale possède 46 % des richesses, 10 % disposent de 86 % et 50 % de la population ne possède rien. La classe moyenne, 40 % de la population, se partage 14 % des richesses. À cette situation s'ajoute le fait que le capitalisme ne peut

exploiter toute la force de travail disponible parce qu'il ne valorise le travail que parce qu'il en tire des profits. Si les systèmes de profits sont la seule source de valorisation de la force de travail alors le chômage de masse est structurel et définitif. Ainsi il n'y a que deux manières d'exister pour le capital : l'argent. Il structure une double identité, du salarié et du consommateur. Or, au moins deux milliards de personnes ne sont ni consommateurs, ni force de travail. On peut dire qu'ils sont comptés pour rien par le capital ; ils ne sont rien, ils ne devraient pas exister. Voilà qui amène d'angoissantes questions autour des migrations vues comme une invasion de notre Europe. Classe moyenne vecteur de la conviction que l'Occident est le lieu des civilisés ; elle est poreuse au racisme, à la xénophobie, au mépris des démunis.

3/ Les subjectivités réactives

Cette configuration du monde produit trois types de subjectivités, qui sont des formes psychiques, des formes de conviction et d'affect.

La « subjectivité occidentale », celle de la classe moyenne qui se partage les 14 %, se structure dans la dialectique entre l'arrogance et la peur : l'arrogance fondée sur la conviction que l'Occident est le lieu des civilisés ; la peur de perdre sa position et de tomber dans la catégorie de « ceux qui ne comptent pour rien ». En réaction, cette subjectivité désigne des boucs émissaires.

Les deux autres types de subjectivités sont appelées « la subjectivité du désir d'Occident » — désir de posséder, de partager son aisance, d'imiter sa consommation — et « la subjectivité « nihiliste » — désir de revanche et de destruction couplé au désir d'imitation aliéné, qui laisse libre cours à une agressivité éventuellement meurtrière. Elles « forment un couple qui gravite, version positive et version négative, autour de la fascination exercée par la domination occidentale » (p 43).

Jusqu'ici, aucune proposition alternative n'offre de perspective pour une autre structure du monde.

4/ Le fascisme contemporain

Badiou voit dans la subjectivité populaire générée par le capitalisme un « fascisme », soit du fait d'une crise grave (ce fut le cas dans les années 30) soit des limites même du capitalisme notamment dans son incapacité à valoriser l'ensemble de la force de travail disponible. C'est une subjectivité réactive.

En se fascisant, le déçu du désir d'Occident devient son ennemi. D'après le schéma psychanalytique classique du refoulé, il crée une réaction nihiliste et mortifère qu'on peut définir comme une pulsion de mort articulée dans un langage identitaire : ici la religion est un des ingrédients possibles : « *la religion n'est qu'un vêtement, elle n'est pas le fond de l'affaire* » (p 46). Dans sa forme pratique, ce fascisme est un « gangstérisme criminel » ; Daech est une firme commerciale qui vend du pétrole, des œuvres d'art, du coton, des armes etc. donc interne à la structure du marché mondialisé dont elle est une perversion subjective. Ce fascisme est le revers du désir d'Occident frustré, organisé militairement avec des colorations idéologiques et où la religion tient une place formelle.

Ainsi cette subjectivité fascisante, cette fascisation, leur propose

un héroïsme sacrificiel ou criminel et une certaine satisfaction occidentale : la « belle vie » avec une paye, des femmes, des voitures etc. donc un mélange de corruption occidentale (par les produits) et de propositions héroïques mortifères.

Dès lors, on comprend que ce qui est déterminant, c'est le choix fait par rapport à la frustration — le désir d'occident refoulé, le désir de vengeance, l'héroïsme sacrificiel. La religion n'est qu'un « *réfèrent anti-occidental présentable* » (p 48) : « *on a du reste pu observer que, dans la plupart des cas, l'islamisation est terminale plutôt qu'inaugurale. Disons que c'est la fascisation qui islamise et non l'islam qui fascise* ».

5/ Qui sont les tueurs ?

Par une analogie avec les miliciens français qui avaient collaboré avec les Allemands, Badiou nous fait comprendre qu'il existe, dans les deux cas, la même scission interne de la subjectivité fasciste. Les miliciens français se réclamaient de la France alors même qu'ils avaient choisi le camp de l'occupant — la contradiction entre se revendiquer d'un pays donc proclamer en défendre les intérêts nationaux mais se ranger du côté de ceux qui piétinent le plus élémentaire de ces intérêts : la souveraineté. Les tueurs du 13 novembre expriment un anti-occidentalisme mais ils sont en réalité le résultat nihiliste de la vacuité aveugle du capitalisme mondialisé, « *de son incapacité à compter tout le monde dans le monde tel qu'il le façonne* » (p 50).

Quant aux barbares, Badiou démontre par trois exemples que les Occidentaux sont eux aussi des barbares qui, sous des formes différentes, font bien davantage de morts.

6/ La réaction de l'État : « France » et « guerre »

La France en se déclarant « en guerre » recourt au bon vieux nationalisme, stratégie dans laquelle Badiou ne croit pas. Avec sa « collection d'intellectuels identitaires », la France d'aujourd'hui est un des rares pays à avoir adopté des lois ouvertement discriminatoires contre les pauvres ; ces pauvres qu'elle a fabriqués, en allant les chercher, au Maghreb notamment, puis en délocalisant le travail et en désindustrialisant.

7/ Les conditions du retour d'une politique d'émancipation disjointe du schéma du monde contemporain

Comment essayer de construire une pensée différente ? C'est bien d'une politique émancipatrice disjointe de l'intériorité du capitalisme mondialisé que Badiou nous parle. Il propose pour la construire de substituer à cet espace France ou Français (d'ailleurs fantomatiques) un espace international voire transnational. La plus grande défaite est sans doute de « *n'avoir pas mentalement une représentation mondialisée des problèmes* » (p 59). L'accession à cette échelle globale est fondamentale et pour cela : « *Ne votons plus ! N'accordons aucune importance aux proclamations mensongères et vaines de nos gouvernants ! Retirons-nous dans les lieux où séjourne réellement la volonté populaire* ». Badiou en appelle à la classe moyenne, aux intellectuels disponibles pour cette nouvelle pensée pour qu'ils se lient avec ce prolétariat nomade. Les pensées neuves en politique se fondent sur des alliances inattendues, improbables et dans des relations égalitaires.

Gérard Chaliand et Arnaud Blin, Histoire du terrorisme de l'Antiquité à Daech

Cet ouvrage a été réalisé sous la direction des deux spécialistes Gérard Chaliand et Arnaud Blin.

Il retrace l'histoire du terrorisme, depuis l'Antiquité jusqu'à ces formes les plus récentes et nous fait comprendre combien la perception du terrorisme a évolué. L'islamisme radical est ainsi replacé dans son contexte historique. Seule cette profondeur de vue peut nous permettre de cerner les enjeux actuels de ce phénomène, dont les effets sont loin d'être épuisés.

Nous vivons à l'heure du terrorisme, et nous ignorons son histoire. Pris par la violence des images, la surenchère des menaces, la confusion de l'information « en continu », nous laissons finalement peu de place à la réflexion et à l'analyse. Il est pourtant urgent de chercher à comprendre le phénomène terroriste.

Les auteurs ont réuni pour ce livre les discours, manifestes et autres textes théoriques des acteurs principaux du terrorisme, de Bakounine à Ben Laden — la plupart inédits en français.



Arnaud Blin est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages, parmi lesquels : *Géopolitique de la paix démocratique* (Éd. Descartes & Cie, 2001) ; *Le Désarroi de la puissance* (Ed. Repères, 2004) ; *La Terreur démasquée* (Ed. Le Cavalier bleu, 2006) ; *Les batailles qui ont changé l'histoire* (Ed. Perrin, 2014) et avec Gérard Chaliand, *Dictionnaire de stratégie militaire* (Perrin, 1998) et *America is back* (Bayard, 2003)



Gérard Chaliand est spécialiste des problèmes politiques et stratégiques du monde contemporain et plus particulièrement des guérillas et des terrorismes. Professeur invité à Harvard, UCLA et Berkeley, il a aussi enseigné à l'ENA et au Collège interarmées de défense, et a dirigé le Centre européen d'études des conflits. Il a surtout été présent sur divers terrains conflictuels en Asie, Afrique et Amérique latine.

Il est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels *Anthologie mondiale de la stratégie* (Robert Laffont, 2009), *Atlas du nouvel ordre mondial* (Robert Laffont, 2003), *Les guerres irrégulières. Guérillas et terrorisme* (Gallimard, 2008).

Sont également auteurs de ce livre :

François Géré (historien et spécialiste de la géostratégie),
Rohan Gunaratna (spécialiste du terrorisme international),
Olivier Hubac-Occhipinti (spécialiste des conflits et de la piraterie),
Ariel Merari (professeur invité à Harvard en sciences politiques),
Philippe Migaux (Maître de conférence à Sciences po Paris) et
Yves Ternon (historien).



Nous apprécions aussi les analyses de...



Gilles Kepel, politologue, spécialiste de l'Islam et du monde arabe contemporain, enseignant à Sciences Po.

Il voit dans les attentats du 13 novembre, la volonté de Daech de nourrir l'islamophobie en France : les musulmans visés finiraient ainsi par rejoindre les rangs des djihadistes. Mais en prenant pour cibles des lieux où des musulmans pouvaient se trouver, Daech aurait commis une erreur stratégique et échoué à mobiliser des soutiens.

Auteur de *Terreur dans l'Hexagone, Genèse du djihad français*, Gallimard, Paris, 2016.



Olivier Roy, philosophe et politologue, spécialiste de l'Islam lui aussi, et professeur à l'Institut universitaire européen de Florence.

Il partage avec Gilles Kepel cette analyse de l'échec de la mobilisation. Il considère en outre que Daech aurait atteint ses limites d'expansion territoriale au sein des populations arabes sunnites. Par ailleurs, il explique le terrorisme non pas comme étant l'expression d'une radicalisation de la population musulmane mais comme étant le reflet d'une révolte générationnelle touchant une catégorie précise de jeunes.

Auteur en 1992, de *L'Échec de l'islam politique*, il a publié en 2014 *En quête de l'Orient perdu* (Le Seuil)



Farhad Khosrokhavar, sociologue franco-iranien, directeur d'études à l'EHESS et depuis mai 2015, directeur du Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques (CADIS).

Dans le même sens qu'Olivier Roy, Farhad Khosrokhavar perçoit l'adhésion à l'islam radical des jeunes terroristes comme un « moyen de sacréaliser leur haine, de la légitimer et de justifier leur agressivité ». L'action des fanatiques serait ainsi fondée sur « la haine de soi et le sentiment de sa propre insignifiance bientôt transformés en haine de l'autre ».

Auteur de *Radicalisation*, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2014



Michel Wieviorka, sociologue, administrateur de la fondation Maison des Sciences de l'homme et ancien directeur de l'EHESS.

À propos des attentats de ces dernières années, Wieviorka dénonce une violence « lourde d'un ressentiment lié à l'expérience sociale [des terroristes] » dans les pays qu'ils prennent pour cible et dont ils sont les ressortissants. Isolement et difficulté à trouver une place au sein de la modernité occidentale et quête de sens seraient ainsi un terreau favorable au déclenchement de violences extrêmes et incoercibles.

Auteur de *Société et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988



Nicolas Hénin, reporter indépendant, a été retenu en otage en Syrie par Daech de juin 2013 à avril 2014.

Daech est pour lui une organisation terroriste aux ambitions politiques réelles, certes, mais également une organisation mafieuse, « avec un rôle de prédation sur les territoires qu'elle contrôle ou cherche à contrôler », et une secte qui recrute des candidats djihadistes « prêts à se battre au nom d'un islam fantasmé ». Nos sociétés ont leur part de responsabilité dans la machinerie Daech : « que ce soit par l'invasion de l'Irak en 2003 ou la non-intervention en Syrie depuis 2011, nous avons alimenté la radicalisation. » Daech ne serait pas le mal mais le symptôme du mal : « le mal, c'est l'autoritarisme, le sectarisme qui déchire le Moyen-Orient, et c'est surtout l'extraordinaire violence politique qui touche les populations de la région ».

Auteur de *Jihad Academy : nos erreurs face à l'État islamique*, Éditions Fayard, 2015



« 11 septembre, récit du 11^e jour » (2004), « Jihad » (2005), « Arabian Panther » (2008), « Protest song » (2013) et « Démineur » (2015) sont les cinq albums studio de **Médine**. Il est également co-auteur avec Pascal Boniface de l'ouvrage « *Don't Panik : N'ayez pas peur* », Desclée de Brouwer, 2012, 220 pages.



Kery James est l'une des références majeures du rap français. Son groupe Ideal J ainsi que son collectif Mafia K'1 Fry symbolisent les prémices de ce que l'on appelle le « rap conscient ». Ses textes portent essentiellement sur le racisme, les discriminations et tout ce qui concerne plus largement les questions liées à la situation socio-économique des personnes issues des quartiers populaires.

Ses principaux albums solo sont « Si c'était à refaire » (2001), « Savoir et vivre ensemble » (2004), « À l'ombre du show business » (2008) et « 92-2012 » (2012). A la suite des attentats de Charlie Hebdo et de ceux en novembre 2015, son titre « Vivre ou mourir ensemble » (janvier 2016) apporte une réflexion constructive sur les réponses apportées par le gouvernement ainsi que sur la politique extérieure de la France.

« Nous sommes otages de vos jeux de pouvoirs que vous faites passer pour des combats / Du sang sur les mains, du pétrole dans la rétine / Les prétendus droits humains, chaque jour ils les piétinent / Soutiennent ceux qui les combattent, combattent ceux qu'ils soutiennent / Démagogues bureaucrates, politique schizophrène »

Et à travers le Monde diplomatique...



Frédéric Lordon, économiste et sociologue, directeur de recherche au CNRS, chercheur au Centre de sociologie européenne (CSE) et membre du collectif « Les économistes atterrés ».

À propos de l'état d'urgence, mis en place suite aux attentats des journées du 7 au 9 janvier 2015, Frédéric Lordon montre à quel point le corps social, soit le peuple, est en proie à la dépossession tout en ayant contribué de fait aux structures de la dépossession. Le corps politique de notre société aurait atteint un seuil extrêmement élevé de ce qui nous affecte : « À la fin des fins, si le corps politique d'aujourd'hui ne se lève pas dans un élan outragé, c'est que ses propres seuils de l'outrage se sont dramatiquement déplacés, qu'il en faut de plus en plus pour lui soulever une oreille, de cette surdité qui fait la joie des gouvernants abuseurs, littéralement déchaînés — puisqu'ils n'ont d'autres chaînes que nous ».

Frédéric Lordon, « Ce que nous pouvons », *Monde diplomatique*, en date du 30 novembre 2015



Serge Halimi, écrivain et journaliste, directeur du Monde Diplomatique depuis mars 2008.

Son article « L'art de la guerre imbécile », paru en décembre 2015, soulève l'ambigüité des politiques européennes et américaines sur les interventions armées systématiques au Proche Orient depuis le 11 septembre 2001. En reprenant les propos de Barack Obama en 2002 dénonçant « une guerre imbécile, une guerre irréfléchie, une guerre fondée non pas sur la raison mais sur la colère », menée par celui qu'il allait succéder, Serge Halimi montre l'urgence de penser « le tournant sécuritaire » et la « militarisation des idées » que prennent nos sociétés par l'adoption de mesures aux relents xénophobes surfant sur un climat anxioɡ ne,

Serge Halimi, « L'art de la guerre imbécile », *Monde Diplomatique*, décembre 2015, p. 1 et 13



Nabil Mouline, enseignant-chercheur à Sciences Po Paris et chercheur au CNRS.

Ses thèmes de recherche portent essentiellement sur la construction sociale de l'autorité religieuse en Islam et sur l'histoire du Maroc ainsi que de l'Arabie Saoudite. Nabil Mouline, dans son article « Genèse du djihadisme », nous éclaire sur la signification sémantique du terme « djihad » afin de rétablir une définition juste et claire. L'usage médiatique et politique de cette notion tend à la détourner de son sens premier, à savoir « effort d'élévation spirituelle ».

Nabil Mouline, « Genèse du djihadisme », *Monde Diplomatique*, décembre 2015, page 1, 14 et 15

LES AUTEURS DU #2

Arnaud Blin



Arnaud Blin est politologue et historien, spécialiste des relations internationales et de l'histoire des conflits. Il est président de Modus Operandi et directeur du *Center for Global Policy and Governance Studies* (USA). Né à Paris, Arnaud Blin a vécu au Togo, au Zaïre (RDC) et aux États Unis, où il a fait ses études de sciences politiques et d'histoire des religions. En 1997, il fonde le *Beaumarchais Center for International Research*, à Washington. En 2003, il part pour deux années rejoindre le pôle recherche de l'École de la paix de Grenoble où il dirige le projet « indicateur de paix ». En 2005, avec l'aide de la Fondation Charles Léopold Mayer (FPH), il lance le projet « *Building Bridges and Dialogue* », afin de construire un dialogue citoyen entre les États-Unis et le reste du monde. Chercheur à l'Institut Français d'Analyse Stratégique, Arnaud est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages, parmi lesquels *La Paix de Westphalie, 1648 : vers l'Europe politique moderne (Complexe)* ; *Le Désarroi de la puissance (Lignes de repères)* ; *Histoire du Terrorisme (avec G. Chaliand, Fayard)*. Il prépare actuellement une nouvelle édition de son *Dictionnaire de Stratégie (Perrin)* et vient de publier deux chapitres dans *La Fin des Empires* (dir. P. Gueniffey et T. Lentz, Perrin). Ses livres ont été traduits en 5 langues.

Maureen Clappe



Tout juste diplômée d'un Master en politiques publiques et changement social spécialisé sur les thèmes de la ville, du territoire et des solidarités à l'IEP de Grenoble, Maureen Clappe est actuellement volontaire en service civique à Modus Operandi. Ses recherches portent principalement sur la question du droit d'asile à travers l'étude des pratiques quotidiennes des demandeurs d'asile et des acteurs associatifs. Passionnée de hip hop et de tout ce qui concerne les problématiques sociales, elle ne cesse d'enrichir ses réflexions au contact de nouvelles rencontres et d'expériences associatives et professionnelles.

Nathalie Cooren



Titulaire d'un Master en sociologie des conflits (Institut Catholique de Paris), Nathalie Cooren a passé six années en Argentine qui l'ont amenée à approcher l'épineuse question des dictatures militaires et sensibilisée de façon générale aux thématiques liées aux conflits ainsi qu'à l'importance d'en comprendre les dynamiques sous-jacentes. Elle coordonne et anime le site web de ressources pour la paix, *Irénées.net*, qui a pour objectifs : de valoriser les différentes approches de la paix (publication de dossiers et de fiches) ; de proposer des outils pour mieux comprendre les enjeux de la paix (*Outils d'analyse* et *Indice de paix Passy-Dunant*) ; et de faire connaître la multitude d'acteurs qui travaillent aujourd'hui à la transformation des conflits (*Recensement et géolocalisation des acteurs de paix*). À la tête de ce programme de Modus Operandi, Nathalie Cooren est également chargée de l'encadrement et de la modération du cours en ligne « *Agir sur les conflits* ». Elle développe enfin des supports pédagogiques et de communication pour diffuser les approches de l'association.

Claske Dijkema



Après un Master en sociologie et études de paix et conflits à Amsterdam et à Berkeley, Claske Dijkema a travaillé en Afrique du Sud pour le « *African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD)* », un centre de formation et de recherche sur la résolution des conflits en Afrique. Hollandaise d'origine, elle a développé avec le Network University à Amsterdam, des cours en ligne sur la transformation des conflits pour un public mondial (www.netuni.nl). Au sein de Modus Operandi, Claske a travaillé sur les transformations politiques des conflits en sortie de crise et étudié à la fois les dynamiques de déconstruction des États ainsi que les expériences et perspectives de réorganisation et de réforme de l'État dans l'Afrique subsaharienne et en particulier dans la Corne d'Afrique. Elle réalise aujourd'hui une thèse financée par la région Rhône-Alpes sur les « *Violences en ville, comprendre et agir, l'analyse des conflits quotidiens dans l'espace public* ».

les auteurs du #2 (suite)

Karine Gatelier

Titulaire d'un doctorat en anthropologie sociale (EHESS, Paris), Karine Gatelier a conduit des recherches en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizstan (1998-2002). Ses thématiques de recherche s'articulent autour des questions d'identités, de loyauté et de légitimité politique, avec un travail sur les stratégies de légitimation des régimes autoritaires. Aujourd'hui, l'analyse des relations de pouvoir s'est ré-orientée dans la société française, où elle étudie le rapport à l'autre à travers les modalités de la présence des réfugiés en demande d'asile pour apercevoir, à travers les politiques publiques mais aussi les pratiques du quotidien, les perceptions de l'étranger : la suspicion de mensonge et de fraude produit des politiques qui excluent et repoussent aux marges les réfugiés dans le but de les décourager et l'objectif de réduire les flux entrants. Fondées sur des présupposés faux, ces politiques produisent des exclus et des clandestins qui renforcent les problèmes de la société française au lieu de les résoudre.

Herrick Mouafo Djontu

Herrick Mouafo Djontu est doctorant à l'Université Pierre Mendès France et travaille sur les politiques publiques dans le secteur de l'éducation en général et spécialement sur celles relatives aux modalités d'action de lutte contre les inégalités scolaires. Il a comme terrain d'étude, l'espace du bassin du Lac Tchad que partagent le Cameroun, le Nigéria et le Tchad. Il donne, par ailleurs, des enseignements en France, à Grenoble, au sein de l'École de Commerce et de l'Université Stendhal.. Tout en participant à la modération et à l'animation du cours en ligne « Agir sur les Conflits » et aux « Écoles d'été » qui se tiennent chaque année à Yaoundé au Cameroun et à Kinshasa en République Démocratique du Congo sur l'Analyse et la Transformation des conflits en Afrique Centrale. En sus, il mène des travaux de recherche avec les jeunes géographiquement situés dans ce qui est nommé comme quartier populaire dans l'agglomération iséroise en France. Travaux qui reposent sur la valorisation des savoirs, le pouvoir d'agir dans la société et l'impact ou la conséquence du pouvoir des mots sur la façon de nommer les choses.

Cyril Musila

Cyril Musila est chercheur associé au programme Afrique subsaharienne de l'IFRI, depuis juin 2010. Il est Docteur en Sciences Sociales de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (Paris), et professeur de Géopolitique des conflits africains et de Peace Research à l'Université Catholique de Paris et à l'Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL) à Goma (RDC) pour le compte de l'Université de la Paix (ONU). Cyril Musila dirige par ailleurs la chaire de Culture de la Paix à l'Université Pédagogique de Kinshasa (RDC) où il est également professeur et il intervient comme formateur à l'*Institute for Peace and Security Studies* de l'Union Africaine et de l'Université d'Addis-Abeba (Éthiopie). Il est engagé aux côtés de Modus Operandi, dans l'organisation des écoles d'été, l'encadrement des cours en ligne et la rédaction de fiches pour le site irénées.

ANALYSES

■ **Avec le début de la guerre, c'est la fin du conflit**

Par Karine Gatelier

■ **Comment comprendre les attentats de l'année 2015 en France dans la dynamique générale du terrorisme aujourd'hui ?**

Par Arnaud Blin et Nathalie Cooren

■ **Quel pouvoir attractif de l'Islam rigoriste ?**

Par Claske Dijkema

■ **Le rap français : un vecteur de transformation de conflit ?**

Par Maureen Clappe

■ **Quand les mots nous possèdent, nous obsèdent et tentent d'expliquer un phénomène**

Par Herrick Mouafo Djontu

■ **Nouveaux conflits violents, nouvelles logiques**

Par Cyril Musila

RESSOURCES

Une sélection de personnalités, d'ouvrages, d'articles, d'émissions... pour tenter de décrypter les attaques terroristes de l'année 2015.